

1962
2012 **Mémoires**
d'Algérie

El Watan / OWNI

Photo : La base de l'est/Fonds privé de la famille Moussa.



Une seule **histoire**,
la vôtre

#1

Colloque international El Watan
**CINQUANTE ANS APRÈS L'INDÉPENDANCE :
QUEL DESTIN POUR QUELLE ALGÉRIE ?**

Salle Cosmos de Riadh El Feth, Alger 5, 6, 7 juillet 2012

Jeudi 5 juillet

9h00 – 9h15

Allocution d'ouverture prononcée par Omar Belhouchet, Directeur de la publication du journal El Watan.

9h15 - 13h00

Panel 1 : De quoi la conquête coloniale fut-elle le nom ?

Séance présidée par Tayeb Chentouf, Historien, Professeur à l'Université d'Oran.

Gilbert Meynier, Historien, Professeur émérite à l'Université Nancy 2, « L'Algérie dans la longue durée ».

El Hadi Ben Mansour, Historien, Enseignant-Chercheur à l'Université Paris I, « Un projet d'occupation de l'Algérie en 1622 ».

Benjamin Brower, Historien, Associate Professor, University of Texas at Austin, « La guerre juste et le jihad dans la conquête française de l'Algérie ».

Fatima Zohra Guechi, Historienne, Professeure à l'Université de Constantine, « La résistance d'Ahmed Bey ».

Osama Abi Mershed, Historien, Associate Professor, Georgetown University, « Colonialisme en douceur ? Les saint-simoniens en Algérie entre l'idéologie et la pratique ».

14h30 – 17h30

Panel 2 : Naissances d'une nation

Séance présidée par Osama Abi Mershed, Associate Professor, Georgetown University.

Mouloud Haddad, Historien, Enseignant à l'Université Paris 8, Chercheur associé au CNRS,

« Des imsebbelen kabyles au FLN. Islam, nationalisme et résistance en Algérie (XIXe-XXe siècles) ».

René Gallissot, Historien, Professeur émérite à l'Université Paris 8, « Mouvement ouvrier en Algérie ».

Malika Rahal, Historienne, Chargée de recherche à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), « Le militantisme nationaliste : une expérience politique pour l'indépendance ? »

Omar Carlier, Historien, Professeur à l'Université Paris 7 Denis Diderot, « Sentiment national, idée nationale et mouvement national dans l'Algérie du premier XXe siècle ».

Vendredi 6 juillet

9h00 – 13h00

Panel 3 : Repenser la guerre de Libération

Séance présidée par Gilbert Meynier, Professeur émérite à l'Université de Nancy 2.

Ouanassa Siari Tengour, Historienne, Chercheuse au CRASC, « Mobilisation politique et lutte armée dans l'Aurès ».

Nedjib Sidi Moussa, Politologue, Doctorant à l'Université Paris I, « Comment les messalistes font la révolution ou le basculement de l'année 1956 ».

Raphaëlle Branche, Historienne, Maître de conférences, Université Paris I, « L'usage de la torture par l'armée française durant la guerre d'Algérie ».

Tramor Quemeneur, Historien, Chargé de cours à l'Université Paris 8, « Les refus français de participer à la guerre d'Algérie ».

Matthew Connelly, Historien, Professeur à la Columbia University, « L'arme diplomatique du FLN ».

14h30 – 17h30

Panel 4 : Les sorties de guerre

Séance présidée par Matthew Connelly, Professeur à la Columbia University.

Amar Mohand-Amer, Historien, Maître de recherche au CRASC, « Les institutions politiques et militaires du FLN en 1962 ».

Laetitia Bucaille, Maître de conférences, Université Victor Segalen/Bordeaux, « Les mémoires guerrières ».

Todd Shepard, Historien, Associate Professor, Johns Hopkins University, « Comment la guerre d'Algérie a transformé la France ».

Gilles Manceron, Historien, Ligue des droits de l'Homme, « Le passé colonial de la France : lever des derniers obstacles à l'indispensable reconnaissance ».

Samedi 7 juillet

9h00 – 10h30

Panel 5 : Sur quoi repose l'endurance du régime politique en Algérie ?

Séance présidée par Jean Leca, Politologue, ancien Directeur de l'IEP d'Alger, Professeur émérite à Sciences Po Paris.

Hugh Roberts, Politologue, Professeur à Tufts University, « Pouvoir maquisard, parti(s)-façade et projet d'édification d'un Etat: l'expérience algérienne ».

Mohammed Hachemaoui, Politologue, Enseignant-Chercheur, Université Paris 8/IREMAM (CNRS),

« La corruption politique en Algérie : la dernière ligne de défense du régime autoritaire ? ».

Madjid Benchikh, Juriste, ancien Doyen de la Faculté de Droit d'Alger, « Droits de l'Homme et système politique ».

11h00 – 13h00

Panel 6 : Aux sources des contre-performances de l'économie algérienne

Séance présidée par Omar Belhouchet, Directeur de publication d'El Watan.

Smaïl Goumeziane, Economiste, ancien Ministre du Commerce (1989/1991), « Indépendance : les rendez-vous manqués du développement ».

Ahmed Bouyacoub, Economiste, Professeur à l'Université d'Oran, « Investissements massifs pour quelle croissance ? ».

Fatiha Talahite, Economiste, Chercheuse au CNRS, « La participation des femmes à l'activité économique : un état des lieux ».

14h30 – 16h30

Panel 7 : De quoi la société algérienne est-elle le nom ?

Séance présidée par Ouanassa Siari Tengour, Chercheuse au CRASC.

Feriel Lalami, Sociologue, Chercheuse au GRESCO (Université de Poitiers), « Les luttes des Algériennes pour l'égalité ».

Mohamed Ghalamallah, Sociologue, Professeur à l'Université Alger 2, « Reconstruire une institution universitaire détournée de sa vocation ».

Khaoula Taleb Ibrahim, Spécialiste des sciences du langage, Professeure à l'Université d'Alger 2, « Y a-t-il encore une question des langues en Algérie en 2012 ? ».

Farid Chaoui, Professeur de médecine, « Evolution des politiques de santé en 50 ans d'indépendance ».

16h30 – 18h00

Panel 8 : Prémices de la révolte ?

Séance présidée par René Gallissot, Professeur émérite à l'Université Paris 8.

H'mida Ayachi, Journaliste, « Les mouvements islamistes algériens de l'indépendance à nos jours ».

Brahim Salhi, Sociologue, Professeur à l'Université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou, « Printemps 2001 en Kabylie : la tradition au secours de la citoyenneté ? ».

Aïssa Kadri, Sociologue, Professeur à l'Université Paris 8, « Mouvements sociaux, intellectuels et intelligentsias. Perspectives générationnelles ».

18h00 - 18h30

Conférence de clôture : Mohammed Harbi, Historien, « Bilan de la colonisation et de l'indépendance ».

LE PUBLIC EST CORDIALEMENT INVITÉ

EDITO

Combat pour la mémoire

Omar Belhouchet
Directeur d'El Watan



L'écriture de l'histoire de la Guerre de Libération est un sujet très sensible dans notre pays. Les autorités politiques se sont attachées, dès l'indépendance, avec beaucoup de ténacité, à encadrer strictement le travail des chercheurs et des historiens, à censurer les témoignages des acteurs, à empêcher que les faits, dans toute leur complexité, soient relatés et connus... Une histoire officielle est née. Elle est conçue et élaborée en effaçant des pans entiers de la riche et dense réalité de la lutte de Libération. Cette écriture tronquée, biaisée, orientée, qui obéit à de strictes contingences politiques, a pour principale fonction la légitimation du «pouvoir révolutionnaire» des groupes aux commandes du pays. Elle est également convoquée pour créer l'unité contre l'ennemi d'hier.

Une lamentable censure frappe les dirigeants du Mouvement national, occulte le rôle prépondérant des fondateurs du FLN, des responsables du GPRA... quand ils ne sont pas assassinés !

«Un seul héros, le peuple». Le slogan sert à effacer de la mémoire des Algériens le rôle tenu par Mohamed Boudiaf, Krim Belkacem, Abane Ramdane, Aït Ahmed, Messali Hadj, Ferhat Abbas, Benkhedda, Saâd Dahlab et tant d'autres monuments du courant nationaliste. Jusqu'aux révoltes d'Octobre 1988 qui ont permis la libération de la parole et de l'écrit et l'introduction du pluralisme politique, les six chefs historiques qui avaient créé le FLN en 1954 pour diriger la guerre de Libération n'étaient ni évoqués par les médias officiels ni cités dans les manuels scolaires. On a fait table rase de cette fabuleuse épopée au profit exclusif des maîtres du moment.

La création de maisons d'édition et de journaux privés permet enfin l'émergence d'une autre vision de la Guerre de Libération. Les faits remontent enfin à la surface.

El Watan a pris sa part, très modestement, dans ce combat pour la mémoire. Il s'est attaché, dès sa création en octobre 1990, à s'émanciper de la vision de l'Etat dans le domaine de l'histoire. Nos lecteurs découvrent, dès les premiers numéros, à travers des articles documentés, s'appuyant sur les travaux de chercheurs et historiens dont la crédibilité est établie, la véritable histoire de la Guerre de Libération. Des sujets tabous sont abordés. L'assassinat de Abane Ramdane, par des barbouzes du FLN au Maroc, est évoqué pour la première fois dans l'espace public. Messali Hadj a droit à une présentation très fouillée, à la mesure de la complexité du personnage, fondateur du Mouvement national moderne. Le conflit MNA-FLN est décortiqué et analysé... Cette incursion nouvelle, dans un domaine jusque-là très réservé, est accompagnée d'insultes et de menaces.

Cette quête de vérité sur la Guerre de Libération et cette soif de participer à l'écriture de l'histoire constituent à présent un des socles de la ligne éditoriale d'El Watan. Sans le moindre soutien de fonds publics, nous avons tout de même produit une dizaine de suppléments, tous dédiés aux événements majeurs qui ont jalonné la libération de notre pays. De même que le premier Débat d'El Watan, tenu en mars 2006, a porté sur l'histoire, avec ce titre très évocateur : «Algérie-France : la guerre des mémoires».

Le cinquantième anniversaire de l'indépendance est une belle opportunité, pour la rédaction d'El Watan, d'être à la hauteur d'un événement aussi exceptionnel pour les Algériens. Un colloque international, en préparation depuis octobre 2011, réunira d'éminents historiens, chercheurs et politologues pour passer au peigne fin la sombre période coloniale, mais aussi pour analyser, avec méthode et sans concession, les cinquante années d'indépendance. Les équipes rédactionnelles du quotidien et d'El Watan Week-end ont confectionné des suppléments qui seront dans les kiosques début juillet. Des témoignages avec des documents inédits, des photos et des pièces administratives ont été collectés auprès des citoyens et feront l'objet de publication.

Ils ont été des milliers à répondre à notre appel. Une confiance qui nous responsabilise encore davantage dans cette passionnante et exaltante tâche d'écriture de l'histoire de l'Algérie.

La guerre, un traumatisme

M. T. Messaoudi
El Watan



Je garde en mémoire des images, des faits, des scènes qui illustrent une infime partie de ce qu'a vécu ma famille durant la Guerre de Libération nationale au quartier du Clos Salembier, aujourd'hui El Madania. Et cela m'étonne de voir que j'aie pu conserver, après tant d'années, des souvenirs aussi forts et émouvants. Ils restent indélébiles parce que vécus comme un traumatisme par le gamin que j'étais à l'époque.

D'abord, j'ai toujours en tête le bruit d'une grosse explosion et le cri strident de ma mère. Une voiture piégée a explosé à l'intérieur de notre cité (cité des Jasmins). Un morceau de verre se détache de la fenêtre pour tomber directement dans le landau de mon jeune frère, âgé de quelques mois. La scène est terrible. Je m'attends à vivre un drame. Voyant ma mère paralysée par la peur, mon père s'avance vers le landau, retire le morceau de verre et prend le bébé dans ses bras. Il n'avait

« Chaque sortie de mon père, avec son passe-montagne sur la tête et une large cape noire sur les épaules, était synonyme de nuit d'angoisse.

Une histoire d'hommes

C'est une histoire d'hommes. D'une rencontre. Des deux côtés de la Méditerranée.

Une rencontre entre deux porteurs de projets, en Algérie et en France. C'est une histoire dans la grande Histoire qui nous inscrit pleinement dans l'humanité, ses défis et ses douleurs, ses désirs aussi d'accéder à son histoire librement, sans les entraves des versions officielles et des coffres-forts du secret d'Etat.

C'est ainsi qu'à l'occasion du 50^e anniversaire de l'Indépendance de l'Algérie, El Watan et le site d'information français OWNI se sont associés pour lancer, le 19 mars 2012, Mémoires d'Algérie*, le premier musée numérique sur la Guerre de Libération nationale.

Après un an de collecte de témoignages, photos, pièces administratives... auprès de vous, lecteurs d'El Watan, nous avons pu réunir plusieurs centaines de documents inédits grâce à votre confiance. Car, face aux manipulations et aux occultations officielles, nos centaines de contributeurs des quatre coins d'Algérie, mais aussi de France, ont répondu à notre appel : «La guerre de Libération, c'est vous !»

Une manière de détourner le slogan officiel «Un seul héros, le peuple !» et de le prendre au pied de la lettre.

L'initiative d'El Watan Week-end a croisé un autre projet, celui de l'équipe d'OWNI, qui a, de son côté, compilé et numérisé des milliers de documents classifiés des archives françaises concernant la Guerre de Libération

et qui seront mis en ligne à partir du 50^e anniversaire des Accords d'Evian, dans un souci de casser les tabous et de briser le silence, côté français, autour de cette période charnière de l'histoire.

Le projet prendra la forme d'un site internet qui sera enrichi en témoignages, photos, documents... jusqu'au 5 juillet, jour de l'Indépendance de l'Algérie, pour devenir, à partir de cette date, un véritable musée numérique dédié à la mémoire, mis à la disposition du public avec une liberté totale d'accéder aux documents, pour naviguer dans le temps, l'espace et les thématiques, mais aussi la possibilité de participer en commentant ou en soumettant d'autres archives.

Notre démarche, grâce à la formidable plateforme imaginée par les ingénieurs data d'OWNI, permet une accumulation et une organisation inédite des données sur la Guerre de Libération. La direction éditoriale est assurée par les deux médias, en partenariat avec des historiens spécialistes de cette période.

« Un espace de mémoire, pour que les peuples mesurent en toute indépendance la part de cynisme et d'incompréhension qui les a précipités dans la même tragédie.

L'application vous permettra donc de vous emparer, de vous saisir de ce vécu commun, de l'histoire écrite par ceux qui l'ont vécue et non par les Etats, mais par des hommes des deux côtés de la Méditerranée. L'histoire écrite par vous.

El Watan et OWNI

* www.memoires-algerie.org

aucune égratignure et n'a pas apprécié qu'ont l'ait dérangé dans son sommeil. Jusqu'à présent, je rappelle à mon jeune frère, devenu docteur en médecine, qu'il a failli être victime de l'OAS.

L'évocation de cette organisation secrète, qui a perpétré plusieurs assassinats contre des intellectuels algériens, parmi lesquels Mouloud Feraoun, me donne parfois des frissons. L'OAS me rappelle les longues nuits de veille que devaient effectuer mon père avec tous les autres voisins afin de prévenir les gens d'éventuels attentats ou de l'incursion de quelques ultras armés. Chaque sortie de mon père, avec son passe-montagne sur la tête et une large cape noire sur les épaules, était synonyme de nuit d'angoisse pour moi et pour ma mère, qui ne fermait l'œil qu'une fois son mari à la maison. Malgré la vigilance des habitants du quartier, des éléments de l'OAS ont réussi à déposer une bombe à l'intérieur d'un bâtiment de la cité. Elle sera désamorcée par des militaires français.

J'ai également le souvenir des drapeaux algériens que ma mère confectionnait merveilleusement bien. Elle avait le doigté pour bien centrer le croissant et l'étoile. De jolis drapeaux qui ont probablement été sortis lors des manifestations du 11 Décembre 1961. Ou lors de la proclamation de l'indépendance, le 5 Juillet 1962. Nous en avons gardé deux. Les plus grands probablement. Chaque anniversaire du 1^{er} Novembre 1954 ou du 5 Juillet 1962, mon père faisait sortir les deux drapeaux sur le balcon. Tous les résidents de la cité des Jasmins arboraient fièrement l'emblème national. Jusqu'au jour où cette tradition a fini par disparaître. Les dirigeants politiques du pays ont tout simplement tué le sentiment de patriotisme qui animait le cœur des Algériens. Les Algériens, eux, continuent d'aimer leur pays autrement.

Dessine-moi un bombardement

«L'enfant en sécurité n'hésite pas à communiquer ses idées, ses sentiments sans retenue, sans timidité.» C'est ainsi que Mohamed Bencharif, auteur du *Livre de notre Vie*, explique la sincérité, l'émotion, mais aussi la maturité qui se dégage des textes et des dessins produits pendant la

guerre par ses élèves de l'école Freinet de Hussein Dey. Publié une première fois en 1967, le recueil est peu à peu oublié. Aujourd'hui, Mohamed Bencharif souhaite le faire rééditer, avec le soutien de l'Algérie, de l'Unesco et des éditions Dalimen.

Les armes du combattant de l'ALN

O brave mitrailleuse de maquisard,
Grâce à toi, l'ennemi a été chassé
De notre belle terre
Pour aller se réfugier dans son antre d'enfer.
Grâce à toi,
Plusieurs milliers d'ennemis
sont tombés sur le champ de bataille.
Grâce à toi aussi,
Nos maquisards sortaient vainqueurs
Et triomphants des accrochages.

Quant à toi, brave canon,
Tu me serviras pour détruire les camps de concentration
Et les fortifications des camps militaires.
Car, d'un seul de tes obus,
Tout explose.

Grâce à vous, grenades,
Plusieurs chars sauteront.
Avec mes armes sacrées,
L'ennemi repartira
Et l'Algérie à jamais vaincra
Et sous leurs yeux, elle renaîtra.

Soufi et Buono



1 QUESTION À ... MOHAMED BENCHARIF

A la lecture des textes, on est surpris par leur qualité, par la maturité qui s'en dégage, au point de douter qu'ils aient bien été écrits par des enfants...

Et pourtant ! C'est parce que les enfants ont été bien formés, selon la méthode de l'expression libre. La base de la pédagogie Freinet que j'appliquais : dessins libres, textes libres, expression libre. «Mettre l'enfant à l'aise pour qu'il puisse s'exprimer librement.» La liberté d'apprendre, la curiosité étaient au cœur de la démarche éducative. Chacun pouvait s'intéresser et

s'investir dans le domaine qui lui plaisait. Les textes et les dessins ont ainsi été réalisés par les élèves dans le cadre d'ateliers de textes libres, rédigés à l'école ou à la maison. Tous ensemble, les enfants partageaient leurs créations, les commentaient, les corrigeaient et choisissaient quels étaient leurs textes préférés. Le fait de partager, d'exposer les travaux permettait une émulation entre les

enfants. Parfois aussi, plusieurs enfants rédigeaient un texte ensemble, ou dessinaient, suivant les idées et les compétences de chacun. Les enfants ont enfin été «sur-formés» à l'écriture de poèmes. Nous passions des heures entières, les yeux fermés, à écouter de la poésie afin d'en comprendre la musique. >>>

Contact : mohamed.bencharif@gmail.com

Le bombardement de notre village

Au début de la guerre d'Algérie, les combattants de l'ALN de notre village ont fait sauter un véhicule militaire sans faire de victimes. Le lendemain les soldats, ont annoncé le bombardement du village. D'abord, un avion «mouchard» a survolé la région, puis un instant après de nombreux avions à réaction ont commencé à tirer des rafales de mitrailleuse et à larguer des bombes.

Les gens fuyaient vers les souterrains et la mosquée. Les avions ont alors lancé trois bombes sur la mosquée sans l'atteindre. Une partie du mur tombe, mais il résiste. Le bombardement se poursuit sans arrêt pendant cinq heures environ.

Les gens ne sortirent de leurs cachettes que le lendemain. Le bilan s'est élevé à plusieurs morts et blessés. Mais les dégâts dans les maisons étaient très importants.

Lafri Khaled



«Al'indépendance j'avais 22 ans. J'ai eu l'honneur de participer à la Révolution de façon très modeste. Voici quelques souvenirs de jeunesse.»

Mohamed Tâb

Je suis de la tribu des Chenâïf (Ahl Stitten) dont les terres sont situées aux alentours du village de Stitten (à 25 km environ au nord-est de la ville d'El Bayadh) et de Mekther (à 7 km à l'est d'El Bayadh). Notre grand-père le plus lointain est Sid Essegheier dont le mausolée (koubba) est à Stitten. Venant de la région de Mascara, il a enseigné le Coran aux enfants de la tribu. Notre nom, Tâb, est en fait un surnom qui a été donné à mon arrière grand-père Larbi. C'était lors d'une prière de l'icha2 à la mosquée de Stitten. Alors que tous étaient prosternés, mon grand-père Mohamed, alors enfant, était entré brusquement en criant «papa tâb !» pour prévenir son père que le souper était prêt. Et depuis, nous portons ce nom. D'après mon père, notre véritable nom serait Hassini. Stitten est construite aux pieds du djebel Ksel. Le village était constitué de ruelles très étroites et de maisons pour la plupart avec un étage. La maison des Tâb à Stitten était l'une des plus grandes du village. Elle était située en cul-de-sac, à côté de la mosquée qui portait le nom de la famille, à l'extrémité du village, côté

☞ *C'était donc la famine avec tous les maux qui l'accompagnaient : typhoïde, typhus, brigandage...*

jardin, à proximité des Chenâïf avec les puits et la Khattara. Je suis né présumé en 1940, au petit matin d'une journée où la neige arrivait au genoux. D'après mon père (que Dieu ait son âme), c'était bien en 1940, à la fin hiver ou au début du printemps, à Bouknissa, qui veut dire littéralement «celui recouvert d'un linceul» allusion faite à la neige. C'est un lieu dit situé à 4 ou 5 km au sud-ouest de Stitten, où mes parents avaient planté leur tente pour enlever les mauvaises herbes de leur champ et faire paître leur troupeau. C'était la Deuxième Guerre mondiale et la famine sévissait. Durant sept ans, me racontait mon père, de 1939 à 1945, chaque année les paysans semailent des grains l'hiver et ne récoltaient guère plus que la même quantité l'été, faute de pluie. C'était donc la famine avec tous les maux qui l'accompagnaient : typhoïde, typhus, brigandage... Ces années ont été dénommées par nos parents «âm achar» ou «âm lahrira», c'est-à-dire «année de la faim» ou «de la soupe» qui était quasiment le plat journalier de la grande majorité des populations. C'est durant cette période que beaucoup de gens de Aïn Sefra, de Mechéria, d'El Bayadh, de Saïda et d'ailleurs s'étaient installés à Béchar. L'or noir de l'époque, le charbon, était exploité à Kenadza et Bidon II (aujourd'hui Béchar Djedid), faisant la prospérité de cette région.

Suite page 6

Zitouna, le camp de la mort



6^e bataillon des chasseurs alpins, 1960 (G. Iferhounene)

Le camp Kalitous, à Zitouna (ex-Bessombourg) où j'ai passé plus d'une année de ma vie d'enfant, n'était ni plus ni moins qu'un camp de concentration dans lequel étaient entassés, derrière des barbelés, des milliers de personnes dans une promiscuité et une misère indescriptibles. Nous étions des otages affamés, rabaissés au rang de bestiaux. Une réserve de boucs émissaires dans laquelle l'armée française venait prélever ses victimes pour assouvir l'instinct de vengeance de ses troupes chaque fois qu'elles se sentaient menacées ou attaquées par l'ALN. C'est la fameuse «corvée de bois» que l'armée française pratiquait au nom de la France. Au lever du jour, les survivants, qui attendaient dans la peur leur tour, allaient ramasser les cadavres qui gisaient dans leur sang, dans la forêt jouxtant la caserne ou au bord de la route reliant Zitouna à Collo. A mon arrivée dans le camp, je reconnus des cousins et cousines qui étaient déjà là, vêtus de vêtements en lambeaux, amaigris, mais le fait de les voir vivants me rassurait quelque part.

PAS D'ARGENT

On nous a désigné la tente sous laquelle on devait s'abriter. 15 à 20 personnes par tente (quatre familles). Dormir, c'est bien, mais le premier souci est comment allons-nous

survivre ? On n'avait pas d'argent... Alors, des gens mourraient chaque jour, tout simplement. Quelques jours plus tard, j'accompagnais ma mère chez les Beni Ishaq, à proximité du camp Kalitous ; ces braves gens nous ont aidés avec le maximum de leurs possibilités. Nourriture, ustensiles de cuisine, seaux... je n'oublierais jamais cette générosité fraternelle qui a fait que nous avons survécu dans ce camp. Je repris une certaine confiance et l'esprit innocent d'enfant qui ne voit pas les soucis quotidiens. Mon grand-père, Tahar Ben Messaoud, connaissait parfaitement la région ; il était très connu de ses habitants. Il s'est mis à faire un peu de business en dehors du camp, ce qui nous a sauvés d'une mort certaine, mais malheureusement ce ne fut pas le cas de tout le reste de la population déracinée de Ziabra (presque 2800 personnes, en majorité des enfants).

FOUILLE DES TENTES

J'ai toujours présente à l'esprit l'image d'enfants affamés attendant impatiemment, tous les jours, la jeep qui amenait la poubelle de l'armée dans l'espoir d'y trouver de quoi survivre ! Un membre de ma famille, ma sœur jumelle (knaouech comme on dit chez nous) fut terrassée par la maladie. Après quelques mois d'agonie, le froid et les conditions

désastreuses, l'insalubrité dans lesquelles on végétait ont été plus fort que les cachets d'aspirine distribués par la SAS (un genre de dispensaire), à côté de la mairie de Zitouna. Nous l'avons vu s'éteindre à l'âge de 3 ans et demi, une nuit, vers 2 heures du matin. Que ton âme dorme en paix ma chérie, tu étais merveilleuse, nous ne t'oublierons jamais. La fouille des tentes était régulière, au moindre soupçon tout le camp y passait et à n'importe quelle heure. Contrôle du nombre de personnes, fouille au corps, etc. C'était infernal. Des exécutions sommaires, des tortures, des disparitions. Nous avions 120 grammes de semoule par jour et 1 à 3 litres de lait par semaine et par enfant. Pas de médicaments, des sanitaires inexistantes. L'école ? N'en parlons pas. Fallait-il faire de nous des analphabètes et des affamés ? Je ne suis qu'un citoyen qui a eu la chance de quitter le camp Kalitous avec l'aide de Dieu et je ne sais quel stratagème de mon père (que Dieu ait son âme). Pour avoir affronté la misère des camps et les horreurs de la guerre, j'en connais le prix, je l'ai toujours eu à l'esprit tout au long de ma vie et je fais en sorte que mes enfants soient épanouis sans jamais évoquer ce drame avec eux.

Rabah Driouche

Nous avons enterré les corps dans une fosse commune

Pour le 50^e anniversaire de l'indépendance, je voudrais relater le cas de ma famille, qui a payé un lourd tribut passé presque inaperçu. J'étais scolarisé à Bougie à l'époque en même temps que mon cousin, le fils de mon oncle Madjid, et beaucoup d'autres camarades. Au déclenchement de la grève des étudiants, le 19 mai 1956, le détachement de soldats sénégalais a décimé ma famille en exécutant tous les membres présents dans la maison, à savoir le père Braham, les enfants Saâdi, Saïd, Madjid, les sœurs Melaâz et Salihâ ; ensuite, après le carnage, la maison fut saccagée et brûlée. Cette maison restée en l'état à ce jour, ainsi que les corps que nous avons enterrés dans une fosse commune. Je souhaiterais que la mairie de Toudja prenne des dispositions pour réhabiliter cette maison et construire des tombes pour les choudhada afin de sortir cette famille de l'oubli et l'honorer à la mesure des sacrifices qu'elle a consentis durant la Guerre de Libération.

Abdenour Brahimi



Combattants algériens (A. Refine)

Les Houillères du Sud Oranais (HSO) qui géraient ces mines avaient besoin de main-d'œuvre et payaient relativement bien. Il avait été fait appel même à des Marocains. C'est ainsi que des colonies de gens de Figuig, Bouarfa, Boudnib, Djerada (où le charbon était aussi exploité), d'Oujda et de tout le Sud-Est du Maroc ont rejoint aussi Béchar. L'autre grand avantage était que les houillères distribuaient des bons de denrées alimentaires au prix réglementaire à leur personnel en fonction du nombre de personnes constituant la famille. Les prix des denrées alimentaires au marché noir étaient dix fois plus élevés. Toutes ces gens avaient gagné Béchar momentanément pour passer la période difficile et retourner chez eux dès la fin de la sécheresse et de la guerre. En fait, la majorité d'entre eux s'implanta définitivement à Béchar, comme ce fut le cas pour ma famille. Entre 1954 et 1956, l'armée française avait tué tout le cheptel durant les bombardements et avait confisqué même les denrées alimentaires aux populations rurales pour éviter qu'elles ne ravitaillent les moudjahidines. Les habitants de Stitten avaient été prévenus de l'enlèvement des denrées alimentaires par les militaires français. Ils prenaient tout et imposaient un rationnement. Ils donnaient un reçu au propriétaire, qui pouvait chaque mois venir récupérer la quantité qui lui était nécessaire en fonction du nombre de personnes constituant sa famille. Beaucoup de gens cachaient alors leur grain en dehors du village, dans des matmoura. Mon père a été plus

↳ Lors de leurs visites inopinées, les militaires français ne s'étaient pas aperçus du subterfuge.

astucieux : le fond de la chambre de feu mon grand père était constitué d'un makhzen qui contenait la provision en blé de toute la famille. Cette chambre, au premier étage, surmontait le magasin. De l'intérieur du makhzen, il avait ôté une dalle de pierre qui ne se trouvait pas au-dessus d'une poutre maîtresse et découpé les branchages du plancher pour pouvoir accéder au magasin situé en dessous. Il plaça une échelle et descendit toutes les provisions en laissant dans le makhzen une petite quantité pour ne pas attirer l'attention des militaires. En bas, dans le magasin, il construisit un mur à environ un mètre cinquante du fond. Le magasin avait été repeint de l'intérieur pour que le nouveau mur passe inaperçu en ayant la même couleur que tout le reste du magasin. Ainsi, à partir de la trappe créée dans la chambre au dessus, il pouvait accéder à ses provisions à tout moment, sans se déplacer. Lors de leurs visites inopinées, les militaires français ne s'étaient pas aperçus du subterfuge.

Suite page 7

Mohamed, 20 ans, mort sous la torture à la villa Susini



Réunion d'explication de l'accord de cessez-le-feu entre commissaires politiques de l'ALN et colons de la région de Tissemsilt. Mars 1962. (A. Refine)

J'apporte ma contribution en relatant le parcours de mon oncle Mohamed, mort sous la torture des paras, en juillet 1957 à la villa Susini (Clos Salembier) à l'âge de 20 ans seulement. Natif d'Azeffoun, il avait été scolarisé à 11 ans à l'école Sarraoui de Soustara (La Casbah). Il obtint son CEP à 16 ans et rejoignit les rangs du FLN en 1956, dans la zone autonome d'Alger. A l'été 1957, j'étais âgé de 6 ans. Mais ces souvenirs sont ancrés au fond de moi. Nous habitons au 12, rue des Pyramides (Bir Djabba - La Casbah). Vers minuit, la maison a été assiégée par les paras. Mon père et mon oncle Mohamed ont été attachés aux poutres, dans la cour de la

maison. La fouille a alors commencé et le supplice a duré jusqu'à 6 heures du matin. Les paras avaient fini par trouver, dissimulés dans le plafond de la chambre, des tracts de propagande et une arme. Un fait m'a marqué : les paras étaient accompagnés d'un jeune homme d'une vingtaine d'années, couvert de sang, les habits en haillons, les mains attachées derrière le dos (récit de ma mère). Mon père et mon oncle ont alors été emmenés par les paras. Vingt jours après leur arrestation, mon père (qu'il repose en paix) fut relâché et nous a indiqué le lieu de leur détention : la villa Susini, à Clos Salembier. Le lendemain de cette libération,

ma mère a préparé quelques vêtements de mon oncle et m'a pris par la main. Nous sommes allés jusqu'à Belcourt, devant l'Institut Pasteur, et là on nous a indiqué le chemin qui monte vers la villa Susini. Devant le portail, il y avait des gardiens ; l'un d'eux (une image que je n'oublierai jamais) a donné un coup de pied à ma mère, qui s'est retrouvée par terre, les vêtements éparpillés devant elle. Le gardien l'a menacée avec son arme en lui disant de déguerpir.

CHARNIER

«Une fois arrivés à la villa, on nous a séparés et les interrogatoires et les tortures ont commencé, jusqu'à en perdre la notion du temps. Dans le bureau du commandant, nous étions tous les trois, mon frère Mohamed, moi-même et le jeune homme. Le commandant demanda au jeune homme : 'Dis-nous avec qui tu as commis cet attentat.' Il répondit : 'C'est avec Mohamed que je fais équipe', ajoutant aussitôt, en me désignant : 'Ce monsieur-là, je le connais pas !' Je réalisais plus tard que ce jeune homme me sauvait la

↳ Mon père et mon oncle Mohamed ont été attachés aux poutres, dans la cour de la maison.



Des parachutistes en patrouille de nuit dans Alger (F. Decker)

vie ! Depuis ce jour je n'ai plus revu mon petit frère. Nous étions 5 prisonniers dans une petite cellule, celle-ci étant devenue répugnante, on nous avait fait sortir dans une cour pendant le nettoyage. Dans un coin, j'aperçus les vêtements de mon frère maculés de sang... Je compris qu'il était mort sous la torture des paras.» Ma grand-mère, de 1957 à sa mort en 1963, vivait dans l'espoir du retour de son fils à la maison ; elle l'attendait... Quel calvaire pour une mère ! Mon souhait le plus cher serait de pouvoir retrouver et récupérer ses ossements pour l'enterrer près des siens. J'ai cet espoir depuis que la télévision (RTA) a évoqué la découverte, à la villa Susini, d'un nombre important de corps dans un puits. Aujourd'hui, avec les tests ADN, on pourrait identifier ces personnes...

Rachid Mokrani

Laissez-passer pour la mort

Nous habitons au 9^e Groupe de Champ de manœuvres, actuellement place du 1^{er} Mai à Alger. Notre appartement nous permettait d'avoir une vue est-ouest. En 1958, j'avais 9 ans. Une nuit de cette année, que je situerais au mois de juillet, nous entendîmes des cris effroyables, inhumains, qui déchiraient la nuit. Nous sommes sortis tous de nos lits, apeurés, pour nous diriger vers la chambre de nos parents et regarder à travers les persiennes. Des militaires avaient arrêté un musulman algérien. Ils l'avaient écartelé et le cognaient contre la grille d'un garage, d'où ces cris effroyables ! Puis les miliaires traînèrent leur victime par les cheveux vers le grand bassin. Ce bassin avait une cabine qui servait de garage pour un bateau. Les militaires firent entrer leur proie dans le garage. Nous entendions des gargouillis suivis de plaintes, de cris, «yemma, yemma» à plusieurs reprises. Et puis, plus rien... Nous vîmes repartir les militaires abandonnant la victime à son triste sort. Nous étions tétanisés de peur, accrochés les uns aux autres autour de nos parents. Cette nuit fut interminable.

BACHELIERS

Au matin, nous apprîmes qu'il s'agissait d'un jeune Algérien de 18 ans, orphelin de père et fils unique. Il avait obtenu son bac quelques jours auparavant. Ce jeune homme avait un ami intime, fils de pieds-noirs, dont la famille le considérait comme un des leurs. Cette famille avait décidé de récompenser les deux camarades nouveaux bacheliers en les emmenant au cinéma. La maman du jeune Algérien était réticente vu que le couvre-feu pour les musulmans était je crois, à 22 heures. La famille pieds-noirs arriva à convaincre la maman qu'elle ferait toutes les démarches pour que son fils n'ait pas de problème ; elle obtint un laissez-passer au nom du jeune homme.

A la fin de la séance de cinéma, il était plus de 22 heures. Le jeune algérien fut arrêté par les militaires en faction devant le cinéma, qui faisaient le contrôle des papiers d'identité. Malgré le laissez-passer, le jeune Algérien fut emmené au bureau militaire du quartier tout en rassurant la famille pieds noirs qu'il serait raccompagné chez lui après vérification d'identité. Le jeune homme ne rentra jamais chez lui, laissant une maman inconsolable qui, d'ailleurs, ne survécut pas longtemps à son fils.

Farida Harche



Taous Aït Ouchabane, à Ighil Bouhamas (J.C. Borrel)

Tout le monde n'a pas eu la chance d'avoir un parent moudjahid

Il ne s'agit pas de mon histoire, mais d'une anecdote que ma mère nous a racontée à propos de son père. Il y a des histoires plus sombres, mais celle-là est peut-être l'une des seules à faire sourire. Elle se passe dans la wilaya de Aïn Témouchent, aux environs de la ville de Hammam Bouhadjar, dans l'ouest du pays.

Au début de la Guerre d'Algérie, mon grand-père Abdelkader K. avait déjà plus de 55 ans et 9 enfants à nourrir. Il ne pouvait matériellement prendre les armes pour rejoindre le maquis, mais a essayé à sa manière de défendre la juste cause des Algériens. Agriculteur, il avait alors l'habitude de recevoir les combattants chez lui, de les nourrir, de les cacher ou de cacher leurs armes. Parfois, la nuit avec un voisin, il faisait le guet. Un jour, lui et son ami ont convenu

de faire le guet la nuit sans fixer l'heure de leur rendez-vous. Arrive le soir, mon grand-père se positionne et commence à s'énerver contre son ami qui n'est pas venu avec lui. Toutefois, il n'ose bouger, car il a entendu du bruit dans le coin. Craignant de voir apparaître un soldat français, il décida de conserver son poste. Il passa la nuit durant à faire le guet et à essayer de faire le moindre bruit possible apeuré à l'idée de se faire attraper, mais au lever du jour, il se rendit compte que c'était son ami qu'il avait entendu toute la nuit et qui avait les mêmes sentiments.

L'histoire de la Révolution est celle aussi des petites gens qui n'ont pas pris le maquis, mais qui ont soutenu à leur façon, avec certes beaucoup d'amateurisme, leurs frères algériens.

Fouzia B.



Un de mes frères avec des djounouds (K. E. Djellali)

Avec le déclenchement de la Révolution (1954) l'armée s'est installée à Bidon II et s'était accaparée du seul cinéma du village. Le bâtiment était situé dans le quartier européen dit Bâtiment Rouges. Ces bâtiments étaient en fait des villas juxtaposées. L'entrée au cinéma, réservée aux militaires et à la population européenne, était gratuite. Bien entendu, les Arabes n'y avaient pas droit. Avec un camarade (Abdallah Drissi, que Dieu ait son âme), nous venions souvent tenter notre chance. Parfois, nous tombions sur des militaires sympathiques qui nous laissaient entrer. Souvent, c'était le refus. Dans ce dernier cas, nous nous mettions à une certaine distance et lancions, à l'intention de ceux qui s'étaient opposés à notre entrée la maxime de la République française : «Liberté, égalité, fraternité.» Puis nous les harcelions en scandant : «Egalité où es-tu ? Egalité où es-tu ?» Nous rentrions alors à la maison avec la satisfaction d'avoir nargué les militaires, à défaut de film que nous nous faisons conter le lendemain par nos camarades européens. Durant les années 1956 et 1957, la situation sécuritaire était très tendue à Béchar. A partir de 1958, la Saoura a connu un calme relatif. D'abord les conditions climatiques sont très dures dans la région (en été la température arrive à 45° et l'hiver il fait souvent en dessous de zéro la nuit). La région a été épargnée également pour en faire une zone de repli pour les moudjahidine.

☞ Nous rentrions alors à la maison avec la satisfaction d'avoir nargué les militaires.

Cela avait commencé par une action spectaculaire. Un samedi soir, jour de quartier libre pour les militaires français, des fidayine (combattants en ville) ont parcouru la grand-rue de Béchar à moto et ont lancé des grenades dans les nombreux bars et restaurants, bondés de militaires, le long de cette avenue principale de la ville. Parmi ces fidayine on peut citer Si Ali Ben Boualem (dont une rue de Béchar porte le nom depuis l'indépendance). La ville était quadrillée par les militaires vingt-quatre heures sur vingt-quatre. A chaque carrefour, à chaque pâté de maisons, on se faisait arrêter, fouiller, bousculer. La nuit, le couvre-feu était de rigueur, sauf à Bidon II et Kenadza à cause de la sortie des ouvriers de la mine à toute heure. En janvier 1957, il eut la grève de sept jours décrétée par le FLN (Front de libération nationale). Cette grève a été largement suivie à Béchar, Bidon II et Kénadza. A Bidon II et Kénadza, l'armée sortait les ouvriers de chez eux manu militari et les amenait au travail.

La suite demain

ZHOR ZERARI. Militante de la libération, ancienne détenue,
écrivain, journaliste

Nous avons été renvoyés au réchaud juste après l'indépendance >>

Comment avez-vous vécu cette période qui a vu un foisonnement nationaliste, étiez-vous informée de ce qui se passait au sein du parti dans lequel militait votre père ? Aviez-vous connaissance des crises politiques qui ont précédé le 1^{er} Novembre 1954 ?

Je vivais un peu cela à travers mon cousin Abdelwahab. Je ne cessais de le tarabuster pour qu'il m'obtienne une carte du PPA-MTLD pour, me disais-je, agir en militante. Faire quelque chose. Un jour, alors que mon père avait accompagné toute la famille pour voir le très célèbre film, on disait «hindou», *Mangala fille des Indes*, et que je n'avais pas envie de voir, pour garder le magasin ouvert, Abdelwahab est passé, je lui ai demandé ce qu'il en était de ma carte. «Demande à ton père, moi je ne peux pas», m'avait-il répondu. Ma déception était profonde. Je ne pouvais d'évidence pas demander à mon père de m'inscrire au PPA-MTLD.

Dans les discussions familiales ou amicales parliez-vous de l'Algérie, de l'istiqlal ?

Bien entendu. Nous parlions de l'istiqlal. Ce terme était à l'époque intimement lié au nom de Messali Hadj. Je crois bien qu'il n'y avait pas une maison à Alger, à Annaba, où je suis entrée et où je n'ai pas vu le portrait de Messali. Il était l'istiqlal.

La peur n'habitait pas encore les maisons...

Pas du tout. Quand on milite on n'a pas peur. Quand on est prêt à lutter, on n'a pas peur. On m'a souvent posé la question de savoir si, lorsque je transportais des armes et des explosifs ou lorsque j'allais les déposer, j'éprouvais une sensation de peur, lorsque je dis non, on me croit rarement et pourtant ... On me croit inconsciente. Pas du tout, je savais le danger et je le mesurais mais la rage, la volonté de vaincre étaient plus fortes que tout autre sentiment.

Quand avez-vous eu peur pour la première fois ?

Réellement peur ? C'était à la prison d'El Harrach. Pour vous situer les lieux, il y a deux quartiers, l'un dit «central» et un autre qu'on appelait le «petit», je crois qu'il était destiné aux mineurs. Un jour l'administration pénitentiaire a pris la décision de transférer les «meneuses» du «central» vers le «petit». Comme ça, de façon tout à fait arbitraire. J'en faisais partie. Entre les deux, il y avait un mess qui dominait les fenêtres haut placées équipées de barreaux et de grillage. A partir du mess, les militaires pouvaient nous voir. C'était après le 13 mai 1958 que j'ai eu la peur de ma vie, car j'étais convaincue que les soldats allaient nous canarder.

Vous étiez dans le réseau de Belcourt ?

Oui à Belcourt, j'ai commencé dans le transport du courrier, d'armes, de munitions et d'explosifs. Je rencontrais Abderahmane Chaïd devant le Musée des beaux-arts, en face du jardin d'Essais, non loin de la rue Damourah, je recevais mes ordres. Pour l'anecdote, les gamins du boulevard Cervantès non loin, croyant au début que c'était des rendez-vous entre amoureux, nous lançaient des cailloux. Un jour, Abderahmane s'est lancé à leurs trousses, on ne les a plus revus. J'assurais donc le transport. J'allais rue des Mimosas, du côté du chemin des Crêtes, en face de la maison de Didouche Mourad. Il y avait là une petite boutique, un coiffeur me semble-t-il. Tout se passait dans l'arrière-boutique. Je recevais la cargaison et je faisais à pied le chemin inverse. Devant le cimetière chrétien, il y avait un barrage de gardes mobiles, l'air de rien, malgré le poids de ma charge, je passais d'un pas alerte pour n'éveiller aucun soupçon. Puis je me dirigeais vers Dar El Babour, avant de me perdre dans le dédale des venelles de Belcourt qui, par endroits,

ressemble fort à La Casbah.

Certains analysent la grève des 8 jours comme un erreur stratégique, rejoignez-vous cette opinion ?

Je n'irai pas jusqu'à soutenir qu'il s'agissait d'une erreur, même si la grève n'a pas forcément coïncidé avec la session de l'Assemblée générale des Nations unies. Benkhedda l'explique dans un de ses livres. La répression exercée par la France ne l'a pas servie, bien au contraire, et l'impact de la grève au plan international a été tout autant considérable qu'indéniable. Il ne faut pas perdre de vue que toute la presse internationale était représentée à Alger et elle s'est fait l'écho de tout ce qui s'y déroulait. C'est pour cela que je dis qu'une bombe à Alger fait plus de bruit qu'une embuscade au maquis.

Vous écrivez que vous êtes passée à l'action directe «le 18 juillet 1957 en déposant trois bombes». Vous étiez accompagnée du militant Yahia Safi «les trois bombes ont été déposées sous des voitures en stationnement dans des rues non passantes». Elles n'ont donc pas fait de victimes...

Effectivement, j'ai même écrit que c'était frustrant, non pas par cruauté mais pour l'impact. Ce n'est que bien plus tard que j'ai appris la raison pour laquelle ces bombes devaient avoir un impact psychologique sans plus. La célèbre ethnologue française Germaine Tillon rencontrait Yacef Saâdi. Yahia et moi avions déposé les trois engins dans deux endroits différents. Rue de Brazza du côté du Palais du gouvernement général et deux autres, rue Edgar Quinet. Quelques jours après ces trois bombes, qui avaient fait beaucoup de bruit, même s'il n'y a pas eu de victimes, ils sont venus me chercher pour déposer d'autres bombes. Je devais aller les chercher à Beaumarchais du côté de la clinique Verdun (aujourd'hui Aït Idir). Elles n'avaient pas encore été réglées. C'était Berezouane le régléur. Lorsque je suis arrivée, une dame sortait de la pièce. Ce n'est qu'après que je l'ai connue, quand on a été tous arrêtés. Il y avait quatre bombes recouvertes du papier

«C'est pour cela que je dis qu'une bombe à Alger fait plus de bruit qu'une embuscade au maquis.»

bleu violacé semblable à celui avec lequel on recouvrait les livres d'école. Le régléur Berezouane était dans la pièce à côté. Cloisonnement oblige, nous ne devions pas nous voir... Puis tout d'un coup tout a sauté dans la pièce où il réglait les bombes. J'étais recouverte de plâtre et de poussière, mais indemne. «Saute, saute par la fenêtre !», hurle Saïd, mon responsable direct, qui était avec le régléur. Je n'attends pas qu'il me le répète. Je saute et me recois dans une courette. Je me précipite vers les escaliers qui mènent au boulevard Verdun. J'attends Saïd pensant qu'il allait récupérer les bombes. Soudain, je l'aperçois accompagné et il me dit de filer. Toujours maculée de plâtre, j'arrive au niveau du boulevard de la Victoire, j'emprunte un taxi jusqu'à la rue Damourah à Belcourt. Je ne peux pas vous raconter les cris de ce frère Berezouane qui avait les entrailles à l'air et qui criait de douleur. Quelques jours après, les paras et la DST viennent me chercher à la maison.



Les parachutistes en opération de maintien de l'ordre à Alger en 1957 (F. Decker)

Comment ont-ils appris ?

Un compagnon torturé à mort avait fini par céder. Evidemment, mais sur-le-champ je lui en avais voulu. Mais que faire...? La torture...

Pourquoi ne vous êtes-vous pas sauvée avant ?

Après la grève des huit jours et le démantèlement des réseaux d'Alger, c'est peut-être prétentieux de ma part de le dire, mais j'étais très sollicitée par ce qui restait de l'organisation. C'était pourtant facile de me cacher quelque temps et de monter ensuite au maquis... Mais il y avait une telle débâcle !

Voulez-vous qu'on parle de la torture ?

J'ai été torturée dans la salle même où a été assassinée par une défenestration Ourida Meddad. Dans une salle de classe de l'école Sarouy, une école de la République française. Le comble de la perversion pour ces gens venus nous civiliser.

Votre calvaire a duré combien de temps ?

Je ne sais pas. 10 jours, peut-être plus, peut-être moins. Je pourrais évidemment retrouver les dates. Mais j'ai l'impression que tout cela se mesure en siècles. J'avais perdu toute notion du temps. Comme j'étais couverte de bleus, d'ecchymoses, d'hématomes de toutes sortes, ils m'ont prodigué quelques soins superficiels pour être présentable au commissariat central pour la photo anthropométrique et devant le juge d'instruction. Dans le couloir du tribunal, il y avait un parachutiste qui nous a intimé l'ordre de ne pas parler des tortures : «Si vous voulez éviter des séances supplémentaires.» J'étais passée chez le médecin légiste qui, bien sûr, n'a rien relevé. Rien n'existait officiellement. C'est pour ça que des gens comme Schmitt jouent aujourd'hui sur du velours devant les tribunaux et qu'il peut raconter ce qu'il veut. Selon lui, les combattants algériens passaient

«Nous étions mêlés aux prisonniers de droit commun. Nous les avons travaillés. Nombre d'entre eux ont rejoint la lutte et se sont engagés dans le combat, aussitôt sortis.»

aux aveux systématiquement, sans avoir à subir le moindre des sévices. J'ai ensuite été inculpée et jetée à Barberousse. J'ai fait sept prisons de Barberousse à El Harrach, puis Toulon, Pau, Bordeaux et enfin Rennes d'où j'ai été libérée.

Beaucoup d'anciens détenus parlent du rôle formateur de la prison. Etait-ce le cas pour vous aussi ?

C'est une très grande école de formation politique, sociale et humaine. On en sort totalement transformé. Si mon père m'a donné mon éducation de base, c'est la détention qui a affermi mes valeurs morales et humaines. J'ai reçu de l'éducation de mon père la tolérance, elle a pris toute sa signification en prison. Jusqu'à l'obtention du statut de détenu politique en France, nous étions mêlés aux prisonniers de droit commun. Nous les avons travaillés. Nombre d'entre eux ont rejoint la lutte et se sont engagés dans le combat, aussitôt sortis.

Vous parlez souvent d'indépendance, mais pas de liberté...

D'abord la libération. Puis ensuite la ou les libertés. Il n'y a pas les autres sans l'une. C'est pour cela que je parlais de désillusion. Nous, les femmes, sommes tombées de haut, d'avoir été renvoyées aux réchauds le jour même qui a succédé à l'indépendance. Sans attendre ! Oust ! Aux cuisines. Le 3 juillet, il y avait un meeting sur le référendum qui se déroulait à Sidi Fredj, il était animé par le colonel Si Mohand Ouel Hadj et mon oncle le commandant Azzedine. Tôt le matin, je m'y suis rendue et je voyais les gens qui, par vagues successives, arrivaient et couvraient peu à peu une petite colline. J'étais avec mon frère et un de ses amis. A un moment, un jeune en tenue militaire, toute neuve, s'est approché de moi et m'a dit d'un ton aussi autoritaire que hargneux : «Vas avec les femmes», cela se passait le 3 juillet 1962...1962... «Vas avec les femmes te dis-je», vitupérait le jeune... «Je me trouve bien ici, pourquoi irai-je ailleurs», ai-je répondu. Il a insisté, je me suis obstinée. «Donne-moi tes papiers !» poursuivit-il. «Je n'en ai pas, je viens de sortir de prison», lui ai-je dit. «Toi ? Toi tu as la tête d'une moudjahida ? Dégage d'ici, dégage !», me dit-il, me menaçant de son arme... J'ai dévalé la colline les yeux brouillés de larmes et, dans mon dos, lardée par un poignard de glace, j'entendis le cliquetis caractéristique de la culasse qu'il manipulait pour engager une balle dans le canon de son arme...

Boukhalfa Amazit

Extrait de l'interview publié le 24 mars 2005 dans *El Watan*

Le supplice de Imma Aïcha

La Révolution algérienne a enfanté des héros ; elle a fièrement poussé ses enfants à l'abnégation noble et courageuse. Beaucoup ont sacrifié leur vie à la patrie. Beaucoup ont subi, à maintes reprises, les pires supplices dans leur âme et dans leur chair sans jamais abandonner l'idéal révolutionnaire. Beaucoup d'hommes ont choisi le renoncement pour que vive l'Algérie. Mais aussi beaucoup de femmes, ces êtres considérés naturellement faibles mais dont la force morale et physique dépassait souvent celle de leurs pendants masculins. Khoufache Aïcha, née Mersel le vendredi 13 octobre 1928, était de celles-là. Une authentique partisane. Une véritable résistante. Une vraie femme. Une femme algérienne. Son époux, Khoufache Abdelkader, était un maquisard de la première heure. Sa maison sise non loin du centre de la localité de Tichy, au lieu-dit Tikhribt Aghigha, était un refuge permanent, un passage obligé pour nombre de moudjahidine qui transitaient par la station balnéaire. Plusieurs dirigeants de l'organisation révolutionnaire de la Wilaya II furent reçus dans cette demeure bénie. En plus de l'hébergement des combattants, la maison faisait office de lieu de réunions, de cache d'armes ou de source de renseignements. Aïcha, ou plutôt Imma Aïcha (mère Aïcha) comme l'appelaient affectueusement les moudjahidine, faisait bien sûr face à toutes les tâches ménagères quasi ininterrompues, mais remplissait également d'autres fonctions liées à la Résistance : collecte de fonds et de renseignements, administration des premiers soins aux blessés...

SURVIVANTE

Quand son époux tomba au champ d'honneur, au mois de décembre 1956, elle se sentit aussitôt investie d'une puissance inattendue. Au lieu de la plonger dans le désespoir, la mort de son mari raffermir sa détermination à lutter sans relâche pour la liberté de son pays, honorant ainsi la mémoire de l'être cher qu'elle venait de perdre. Contrôlée à plusieurs reprises par l'administration coloniale, mais sans conséquences malencontreuses, Imma Aïcha connut sa première arrestation en 1959, suite à une délation. Pendant trois jours, elle subit les affres de la torture et de l'humiliation dans le camp de détention situé à l'entrée est de Tichy, à proximité de l'auberge des Chênes. Cette caserne était commandée par un capitaine impitoyable que la population avait affublé du surnom de Boukhenoufe, allusion faite à son nez disgracieux et proéminent. Le corps de la prisonnière, meurtri par une série de décharges électriques suivie de plusieurs immersions dans l'eau savonneuse et salée jusqu'au bord de l'asphyxie, n'était plus qu'une loque humaine. A bout de forces, Imma Aïcha perdit connaissance et son cœur s'arrêta de battre. Au crépuscule, ses tortionnaires la transportèrent dans les marais de Sidi Labhar, sur la rive droite de la Soummam, et la balancèrent toute nue dans ce pourrissoir. Au petit matin, des nomades *h'jarsa* (casseurs de pierres) se rendant à la plage pour extraire du sable, entendirent de faibles gémissements de douleur provenant de l'étendue palustre. Miracle : Imma Aïcha était encore vivante ! Le souffle court, le

regard révolté, la femme trouva encore le courage de se recroqueviller pour protéger son intimité devant les hommes qui s'affairaient autour d'elle. Averti rapidement, le chef des ouvriers arriva, muni d'une couverture, et porta la blessée dans sa tente. Œil tuméfié, visage boursoufflé, plaies purulentes et sales, l'état de la victime faisait peine à voir. Comment avait-elle pu survivre à ses mauvais traitements ? Où puisait-elle cette mystérieuse force qui la maintenait en vie ? Après lui avoir prodigué les premiers soins, les nomades conduisirent Imma Aïcha chez un de ses parents résidant à Bougie, Aïssa Khoufache, où un médecin algérien s'employa à la remettre sur pieds.

ACCROCHAGES

Après son rétablissement, Imma Aïcha regagna Tichy, où elle séjourna dans une cave chez son beau-frère, Khoufache Rabah. Mais peu de temps après, ayant eu vent de la «résurrection» de la militante révolutionnaire, le capitaine Boukhenoufe la fit arrêter de nouveau. La prisonnière fut mise au secret avec tout l'assortiment d'atroces supplices que cette mesure répressive renferme. Sa famille n'eut aucune information à son sujet durant plus de quinze jours. Pendant six mois, elle passa successivement du centre de détention de Tichy, au poste militaire d'Ifoughalène dans le douar d'Aït Bimoune, au camp de concentration de Cap-Aokas établi dans la ferme du colon Tourneux. Là,

« La mort de son mari raffermir sa détermination à lutter sans relâche pour la liberté de son pays, honorant ainsi la mémoire de l'être cher qu'elle venait de perdre dans le combat.

elle rencontra trois autres femmes détenues comme elle. Imma Aïcha croupit plus de vingt-cinq jours dans une amphore étroite, humide et obscure, transformée en cellule pénitentiaire. Parfois, le fond du cachot était volontairement inondé pour obliger la prisonnière à dormir debout comme le font les oiseaux de basse-cour. Tous les trois jours, ses bourreaux la soumettaient à un interrogatoire musclé et sauvage. Entre temps, le garde champêtre Mersel Mohand Saïd, père de Imma Aïcha, sollicitera le soutien d'un notable de Cap-Aokas, Touati Tahar, et celui du directeur d'école de Tichy, Delessal, pour obtenir la libération de sa fille. Les autorités coloniales acceptèrent de relâcher la militante à condition que celle-ci cessât toute activité clandestine portant atteinte aux intérêts de la république française.

LIBERTÉ

Or, comme par le passé, la maison de Imma Aïcha continua naturellement à offrir le gîte et le couvert aux combattants de la liberté ; comme par le passé, Imma Aïcha mit naturellement son cœur, son énergie et son courage au service de la Révolution. Puis, quelque temps après, tout bascula.

Cette nuit-là, une centaine de moudjahidine dont le commissaire politique Chérif Ziani, se trouvait dans la demeure des Khoufache. Subrepticement, tous feux éteints, un half-track se positionna face à l'habitation ciblée et lança ses obus. Quelques murs s'effondrèrent. Branle-bas de combat. Les Moudjahidine s'éparpillèrent et ripostèrent. Un feu d'enfer s'ensuivit. Le crépitement des mitraillettes et les tirs d'armes automatiques



Fatima et Messaouda Bedj, infirmières au maquis (famille Bedj)

se mêlaient aux explosions des grenades. Dans le feu de l'action, un combattant reçut en pleine poitrine un obus l'arrachant au sol et le projetant dans le jardin. Touché à la jambe, Chérif Ziani sera secouru par Imma Aïcha qui l'éloignera de la fusillade. L'accrochage dura un peu plus de vingt minutes. Puis, plus rien. Les deux camps décrochèrent. Imma Aïcha récupéra les armes abandonnées au cours de l'affrontement par les hommes des deux formations militaires ennemies. Elle les enfouit dans un sac et ensevelit celui-ci dans un coin secret du jardin. Au fond du potager, elle découvrit le corps ensanglanté et sans vie d'un moudjahid ; celui-ci était adossé à un arbuste, le doigt sur la détente de son fusil. Aidé de ses enfants, elle l'enterra avec ses habits tachés de sang. Le lendemain, la rafle effectuée par l'armée française aboutit à des arrestations immédiates dont celle attendue de Imma Aïcha ; la militante fut d'abord emmenée manu militari au camp de repréailles Oubadi Skala à Bougie où elle subit pendant quatre jours les tortures les plus abominables ; ensuite, elle fut transférée au camp de concentration de Cap-Aokas où elle sera internée jusqu'à l'indépendance. Entre temps, elle sera jugée par le tribunal

d'exception de Sétif qui la condamnera à mort, puis à la réclusion à perpétuité, avant de réduire sa peine à vingt ans de prison ferme suite à un pourvoi en cassation. Mais le 19 mars 1962 arriva vite, inondant de son parfum de liberté tout un pays et son peuple. Un peuple algérien composé d'hommes et de femmes qui, à l'instar de Imma Aïcha, n'avaient reculé devant aucun sacrifice pour venir enfin à bout du régime d'oppression. La libération de la militante fut triomphale. Les combattants décidèrent d'aller en nombre l'accueillir à sa sortie. Des salves bruyantes d'armes à feu saluèrent la grande résistante. Des larmes montaient aux yeux de certains moudjahidine. L'émotion fut à son comble. Quand le cortège s'ébranla pour emmener Imma Aïcha à son domicile de Tichy, elle sortit la tête de la portière et leva les yeux vers le ciel. Dans le firmament azuré, elle vit le visage souriant de son époux mort au champ d'honneur ; elle lui sourit à son tour, et d'un hochement de tête affirmatif, elle lui dit tout bas, mais en ayant l'impression de crier de toutes ses forces :

« Tu peux reposer en paix, Abdelkader. Ça y est, nous l'avons !... Nous l'avons, notre indépendance ! »

Khaled Lemnouer



Imma Aïcha et son fils Rachid après l'indépendance (K. Lemnouer)

« Œil tuméfié, visage boursoufflé, plaies purulentes et sales, l'état de la victime faisait peine à voir.

ALI HAROUN. Responsable à la Fédération de France, membre du CNRA

« L'action armée ne date pas de 1954

La détermination d'une poignée d'hommes aurait été l'une des principales causes du déclenchement du 1^{er} Novembre 1954, selon certains historiens. Partagez-vous cet avis qui minore le poids de l'Histoire dans la décision de passer à la lutte armée ?

Le déclenchement de la lutte n'est certes pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Il est connu de tous que le peuple algérien, dominé, n'a pour autant jamais été soumis. Dominé pourquoi ? Parce que, à une période de l'histoire, l'Algérie, comme de nombreux pays du tiers-monde, se trouvait dans un état de retard civilisationnel tel qu'un pays européen pouvait l'occuper quelle que fût sa résistance... Les techniques et les moyens de lutte étaient outrageusement à l'avantage des Européens. Il n'empêche que les Algériens ont sans cesse combattu pour leur indépendance. La résistance de l'Emir Abdelkader durant 47 ans, celles menées par El Mokrani, Boughagha, Bouamama, les Ouled Sidi Chikh et bien d'autres encore en sont l'évidente illustration. L'option de recourir aux armes pour recouvrer l'indépendance fut donc pérenne. Cette volonté manifestée depuis les premiers jours de l'occupation par les troupes coloniales françaises ne s'est jamais émoussée. Il y a tout de même eu une longue période où les Algériens n'ont pas eu recours aux armes, semblant préférer des voies plus pacifiques. A la fin du XIXe siècle, les Algériens se sont effectivement rendu compte que le combat était trop inégal lorsqu'il est mené uniquement sur le terrain militaire. Ils ont alors pensé à l'action politique comme moyen alternatif de lutte. A partir de ce constat se sont constitués des partis politiques tels que Les Jeunes Algériens, le Mouvement de l'Emir Khaled, la Fédération des élus... Après la Seconde Guerre mondiale apparaissent Les Amis du manifeste. Auparavant, l'Etoile nord africaine créée à Paris dans les années 1920 conjugait l'action politique et l'action directe avec pour objectif

« Au MTLD, il y avait unanimité pour la mobilisation. Mais je ne suis pas sûr qu'il en fût de même dans la population.

clairement affirmé : l'indépendance nationale. En 1937, le Parti du peuple algérien (PPA) créé à Paris par notre émigration réussira à cristalliser la volonté déterminée des Algériens de parvenir à l'indépendance, si nécessaire au moyen des armes. Le MTLD, qui prendra quelques années plus tard le relais du PPA, décidera, à l'occasion de son congrès de 1947, la création d'une Organisation spéciale (OS) ayant pour but de préparer au combat un noyau dur de militants. Le PPA était alors convaincu que le colonialisme ne ferait aucune concession sans qu'il y soit contraint. Il fallait en conséquence créer, au moyen de l'action directe, une situation de rapport de forces telle que les autorités françaises soient contraintes à négocier sur la base d'une autonomie complète.

La mobilisation en vue de l'action directe que vous évoquez était-elle partagée par l'ensemble du peuple algérien ?

Au MTLD, il y avait unanimité pour la mobilisation. Mais je ne suis pas sûr qu'il en fût de même dans la population qui, en grande partie, pensait que les moyens matériels requis pour engager un tel combat faisaient défaut. L'OS a d'ailleurs été créée avec les militants les plus déterminés et les plus engagés du parti. Elle a subi plusieurs avatars, et ce n'est qu'après 1950, année durant laquelle il y eut plusieurs arrestations dans les rangs des militants, que les membres restés en liberté avaient décidé d'entrer en clandestinité. Vous voyez donc que l'action armée ne date



Algériens arrêtés le 17 octobre 1961 et expulsés vers l'Algérie (AFP)

pas, comme on aurait tendance à le croire, de 1954. Elle a effectivement été entreprise bien avant. Des combattants, à l'instar de Krim Belkacem, Lakhdar Bentobal, Mustapha Ben Boulaïd et beaucoup d'autres, avaient été contraints de prendre le maquis pour échapper aux arrestations par les forces coloniales qui les avaient condamnés. Ils constitueront le fer de lance de la lutte pour l'indépendance nationale, qui sera officiellement proclamée le 1^{er} novembre 1954.

L'Algérie indépendante n'a malheureusement pas rendu hommage à ces hommes qui ont impulsé une réelle dynamique à la lutte de Libération. Le 50^e anniversaire du déclenchement de la Révolution n'est-il pas l'occasion pour l'Algérie de leur exprimer officiellement sa reconnaissance ?

Vous avez bien raison de poser la question et je vous dirai très franchement que je le déplore. Il est regrettable que l'on ait mis plus de trente ans à reconnaître et à recenser ces personnes que l'on avait totalement oubliées. La raison en est simplement qu'au lendemain de l'indépendance le chef du gouvernement avait décidé d'éliminer d'un revers de main les cadres de la Fédération de France du FLN. On pouvait éventuellement lui reconnaître la faculté de marginaliser les membres de la direction qui ne l'avaient pas soutenu lors de sa course au pouvoir. Mais il n'avait aucun droit de mettre sur la touche tous les militants de cette fédération, car ils avaient fourni un travail remarquable en faveur de la libération. C'est ainsi que lors des festivités du 1^{er} Novembre 1962 étaient invités des gens que nous n'avions jamais vus aux moments difficiles, alors que ceux qui avaient lutté à nos côtés étaient ignorés. N'était-il pas aberrant d'inviter le premier secrétaire du PCF aux cérémonies officielles, alors que son prédécesseur, Maurice Thorez, avait fermement condamné, lors du congrès d'Ivry, l'action du 25 août 1958 ? Faut-il rappeler qu'aucun des militants qui avaient

courageusement abandonné le parti pour nous rejoindre n'a été convié à cette manifestation historique couronnant la lutte de Libération ? L'Histoire retiendra que la direction du PCF n'a proposé son soutien au FLN qu'en janvier 1962, c'est-à-dire au moment où le train entrainait en gare, la locomotive n'avait plus besoin de charbon. Mais encore une fois, la défaillance des appareils ne

« L'histoire retiendra que la direction du PCF n'a proposé son soutien au FLN qu'en janvier 1962, c'est-à-dire au moment où le train entrainait en gare, la locomotive n'avait plus besoin de charbon.

diminue en rien l'engagement de ses nombreux militants. Enfin, et pour répondre clairement à votre question, je dirai qu'il n'est jamais trop tard pour replacer l'Histoire dans sa vérité, en affirmant notamment le mérite des Français anticolonialistes qui se sont trouvés près de nous. Notre reconnaissance va bien sûr et d'abord aux chouchus tombés sur le territoire national ou en France, aux moudjahidines, aux torturés, aux emprisonnés, aux déportés, aux internés. Elle doit aussi aller à tous ces Français qui, par conviction politique, idéologique ou religieuse, se sont engagés pour aider l'Algérie à se libérer du joug colonial. Pour ma part, je regrette qu'il n'y ait à ce jour aucune place, aucune rue commémorant le sacrifice d'un homme comme Fernand Yveton, le premier Européen guillotiné en Algérie pour notre indépendance ou celui du professeur belge Laperche assassiné par les services spéciaux français. Est-ce seulement un oubli ? Si tel est le cas,

j'espère qu'on y remédiera assez tôt. Cela en ce qui concerne les personnes. Pour ce qui est des relations d'Etat à Etat, il me semble que, sans occulter l'Histoire, la vérité doit être dite, mais sans excès ? La passion aveugle, elle perturbe également la raison. Un exemple à méditer nous est fourni par les relations franco-allemandes empoisonnées durant plus d'un siècle par les souvenirs des guerres qui les ont déchirées. Ces relations ont repris progressivement sur une base saine depuis que de Gaulle et Adenauer ont jeté les fondements d'une entente, qui constitue aujourd'hui le socle de l'Union européenne. Si nous nous en inspirons, il nous faudrait reconnaître que l'Etat français d'aujourd'hui n'est pas celui de Guy Mollet. Il y a certes, tout comme chez nous d'ailleurs, une minorité de gens qui, ayant péniblement vécu cette guerre, ne peuvent facilement oublier. Cependant, pour l'écrasante majorité de nos deux peuples, il faut y voir une étape dans les rapports colonisateurs-colonisés qui, avec le temps, est devenue un fait historique à considérer avec sérénité. Quel est l'intérêt de l'Algérie aujourd'hui ? Que nous le voulions ou non, une situation s'impose : sur l'autre bord de notre mer commune, la France abrite une communauté algérienne de plus de 2 millions d'hommes, sans compter les centaines de milliers de binationaux. Nos intérêts avec ce pays sont également tributaires des importants investissements placés ici. Il y a lieu aujourd'hui de reconnaître que nous aurons durant longtemps encore besoin de l'investissement étranger. Tous ces facteurs font que la refondation de nos relations avec nos voisins français doit être perçue comme un fait positif, aussi bien pour l'Algérie que pour la France, qui y a également intérêt du fait que le marché algérien lui est profitable. C'est d'ailleurs dans ce sens qu'il faudrait comprendre les déclarations des Présidents algérien et français le 15 août dernier.

Nordine Grim

Extrait de l'interview publiée le 7 octobre 2004 dans *El Watan*

A Saint-Etienne, les Français en renfort

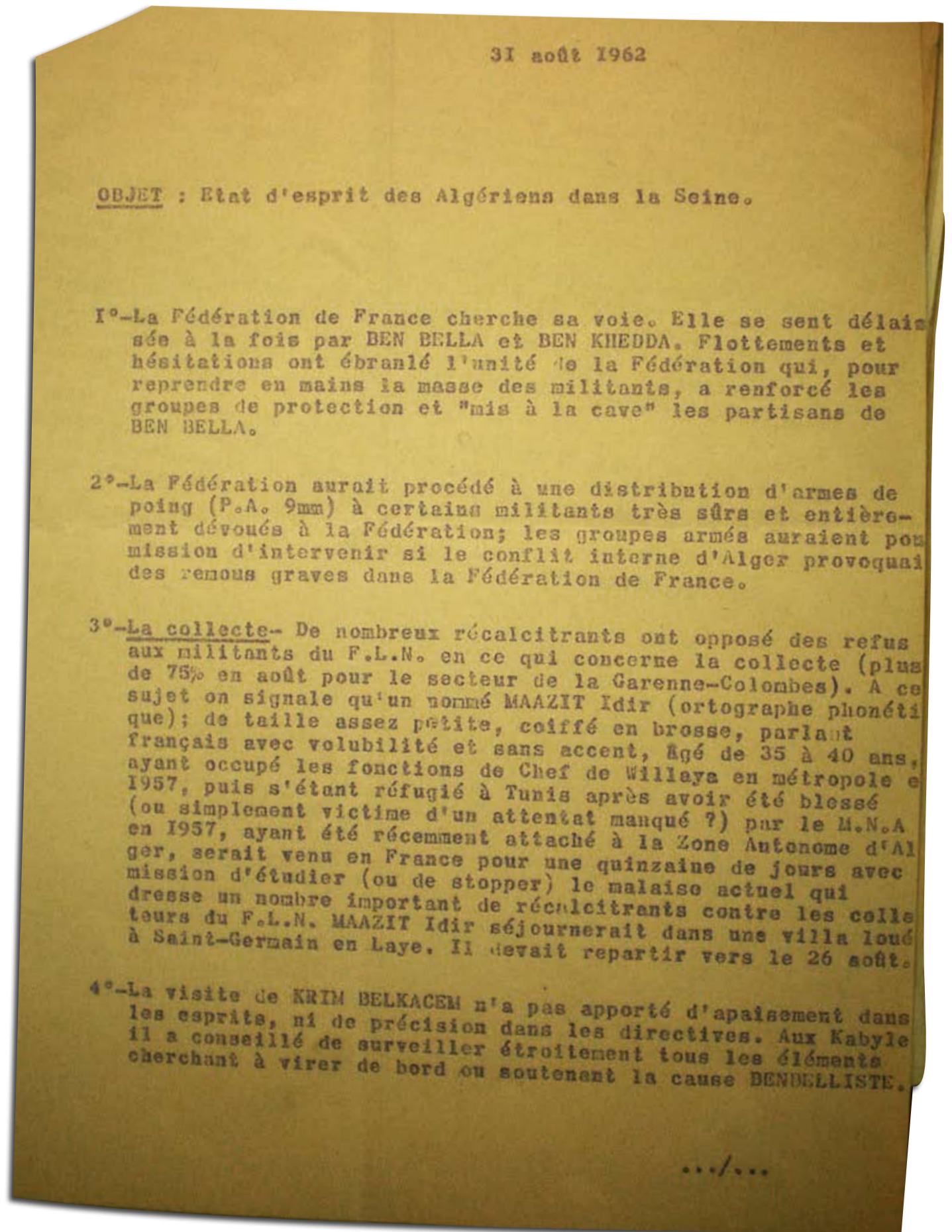
Au début de la guerre, j'étais chef de secteur permanent à la Fédération de France du FLN, à Saint-Etienne. J'avais une couverture pour le travail mais c'est le FLN qui subvenait à mes besoins. En contrepartie, je dirigeais le secteur de Saint-Etienne, constitué de plusieurs cellules, groupes et sections. J'étais aussi membre du conseil régional, j'avais des contacts directs avec les responsables à Lyon, à qui je remettais les cotisations, les documents et les armes. Ma mission était de contrôler le FLN de bas en haut. En particulier, les fins du mois, tout l'argent des cotisations atterrissait chez moi et je devais le transférer à Lyon. Au début, de janvier 1956 à juillet 1956, je participais au recrutement. J'allais voir les gens que je connaissais et qui avaient confiance en moi. Généralement, on envoyait des proches autour de la table. On leur disait que l'Algérie avait besoin d'eux et que c'était un devoir de participer à la Révolution. Ensuite, ce n'était plus mon rôle. Quand il y avait des conflits, je devais les régler. Saint-Etienne était une ville ouvrière où il y avait des Algériens et des ouvriers de toutes nationalités. Ils y avaient des forges, des

☞ *L'institutrice de mon fils était communiste. Comme mon instruction était assez limitée, elle se chargeait de la comptabilité, de la rédaction de documents.*

aciéries, des mines de charbons mais aussi et surtout, des fabriques d'armes. Nous avons bénéficié de ces armes par l'intermédiaire de Français de tendance gauchiste qui travaillaient dans ces fabriques, notamment à la manufacture nationale d'armes et à Manufrance. L'institutrice de mon fils était communiste. Elle était au courant de mes activités, elle voulait m'aider. Comme mon instruction était assez limitée, elle se chargeait de la comptabilité, de la rédaction de documents. Elle cachait l'argent dans son piano. Elle a contacté un médecin. Son mari était un journaliste de gauche. Grâce à toutes ces personnes, nous avons eu de l'aide des ouvriers qui fabriquaient des armes. Ils prélevaient des armes en cachette et nous les remettaient. Ces armes-là, nous nous en servions pour nous défendre des gens du MNA et parfois pour riposter aux repréailles de la police.

PIANO

On envoyait des armes dans toute la France. Les religieux aussi nous ont aidés. Les sœurs venaient soigner ma femme. Un jour, nous discutons et je disais que j'étais nul en géographie. Elles m'ont envoyé un instituteur, Jean Dancert, un chrétien pratiquant, qui m'apprenait la géographie.



Note de renseignement du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) indiquant une tension au sein de la Fédération de France du FLN (OWNI, memoires-algerie.org)

On est devenus amis. Il m'a présenté le curé de l'église de Saint Almont. Il nous aidait à transporter les fonds, les armes, les documents. Il cachait dans son église des gens recherchés qui venaient de Grenoble, de Clermont Ferrand ou de Lyon. Un jour, j'ai été arrêté puis extradé en Algérie, au camp de Bossuet parce que nous avions fait monter le drapeau algérien sur un baraquement, au milieu du camp de concentration français où nous nous trouvions. Bossuet était le plus dur camp disciplinaire d'Algérie. Il se trouvait dans une route de montagne, à environ 80 km de la frontière marocaine. C'était le camp le plus

difficile. Ils ont tout fait pour nous briser. N'ayant pas réussi, le commandant a ramené une compagnie de CRS d'Oran qui nous a massacrés. La plupart d'entre nous avaient des fractures. La mosquée du camp était pleine de blessés. Et malgré cela, nous avons persisté dans nos activités. Il a recommencé 8 jours après. Malgré la méchanceté des soldats, nous étions contents d'être dans ce camp-là, où on se soutenait mutuellement : argent, vêtements, nous partagions tout. Il y avait une solidarité à toute épreuve. Là se trouvait toute la crème de la Révolution. C'étaient des gens biens. L'administration du camp a essayé par

tous les moyens de nous abattre le moral, mais cela n'a pas marché. Nous avons fait du camp de Bossuet une grande école du FLN. Tout le monde enseignait à tout le monde. Ceux qui étaient arabophones enseignaient l'arabe, les autres le français. Nous avions des cours d'économie politique, de sciences politiques, ou encore de mathématiques. Nous sommes sortis de ce camp avec de bons bagages intellectuels.

Rachid Benzema

Des photos inédites de la base de l'Est, où se trouvait l'état-major de l'ALN, nous ont été confiées par la famille d'Ahmed Moussa. Ce dernier y fut, entre autres, responsable du service communication et propagande. Ses enfants, pour perpétuer la mémoire de leur père, souhaitent que les personnes qui se reconnaissent sur les clichés - ou qui en reconnaissent d'autres - apportent leur témoignage en écrivant à : taarif54@yahoo.fr

Un album unique et précieux à feuilleter toute la semaine.

AMAL ET SALIM MOUSSA

Nous voulons surtout valoriser la justesse de la cause algérienne



l'état-major de l'ALN. Ces photos, nous avons grandi avec. Notre père nous les montrait tout le temps, il en a parlé jusqu'à sa mort...

Parlez-nous du parcours de votre père...

Notre père avait rejoint le Front de libération national et eut la responsabilité politique et sociale d'une *nahia* (région) de la base de l'Est en charge des réfugiés et avait rejoint l'Armée de Libération nationale (ministère de l'Armement et des Liaisons générales). Le poste n°17 du réseau des transmissions était hébergé dans son propre domicile. Il fut également en

charge du service de la propagande. Durant les premières semaines de l'indépendance, sous service commandé, il avait récupéré au Palais du gouvernement toutes sortes de documents (plans et documents divers). C'était un homme de confiance. Certains disaient que mon défunt père était parmi les

personnes en mesure d'écrire sur l'aspect psychologique de la Révolution algérienne. Avant de rejoindre la Révolution, il avait étudié par correspondance la comptabilité analytique et auprès de la société française Chauffour Dumez, dans laquelle il avait commencé comme agent de main-d'œuvre avant d'être promu chef de chantier ; il avait acquis une très bonne expérience comptable. Après l'indépendance, il avait introduit la comptabilité analytique auprès de l'ex-CREPS, l'actuelle Sonatrach.

Pourquoi avez-vous choisi de valoriser ce fonds aujourd'hui ?

Nous ne savions pas comment faire jusqu'à ce qu'on nous parle des Archives nationales. Il s'agit du plus important fonds photo privé jamais déposé, car il y en a au total 1400. Mais nous voulions surtout valoriser la justesse de la cause algérienne et sa dimension humaine. A nos yeux, cette dimension humaine est ce qu'il y a de plus important. On la perçoit à travers la vie que menaient les familles de réfugiés, la grandeur de la tâche qu'avaient à l'époque l'ALN et le FLN pour mettre en place une organisation sociale en mesure de

répondre aux besoins de ces réfugiés (produits de première nécessité, école, infirmerie...), ou encore le soutien indéfectible des femmes. Parmi les personnes photographiées, beaucoup sont décédées mais d'autres sont encore en vie. Il ne faudrait pas qu'on les oublie.

Quel est le message que vous voulez faire passer ?

Pendant des années, on a glorifié les hommes au détriment de l'écriture objective de l'histoire. Bien sûr, toute révolution a besoin d'hommes, mais que personne ne se croie indispensable. Mon père avait des paroles très fortes dans ce sens. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons surtout glorifier la cause. Car l'indépendance n'a été acquise qu'au prix de sacrifices. Quand mon père parlait du «quoi» de la Révolution, les choses avançaient. Mais quand on parlait de «qui», ça se gâtait ! Nous souhaitons également que certaines photos soient retenues comme modèles pour une stèle, un timbre-poste ou un billet de banque.

D'où viennent les photos que vous publiez dans El Watan ?

Elles appartiennent à notre père, Ahmed Moussa, né le 10 novembre 1927 à Ghardimaou (Tunisie) et décédé le 28 août 1985. C'était un vrai passionné de photo ! Elles ont été prises à la base de l'Est, où se trouvait le siège de





L'école au temps de la Révolution. Avec le drapeau tunisien et celui de l'Etoile nord-africaine



Cheval au galop, monté peut-être par Hachemi Hadjeres



Chadli Bendjedid (à gauche). A ses côtés, peut-être Tahar Zbiri



Jeunes enrôlés au sein de l'ALN



Combattants en pleine opération de transmissions

 **sur le net**
Retrouvez l'intégralité des photos sur : www.owni.fr
Retrouvez la vidéo des photos sur : www.elwatan.com



Infirmierie de l'ALN. On remarque, entre autres, en arrière-plan les drapeaux syrien et tunisien



Combat et soutien indéfectible de la femme

Notre père Ahmed Moussa avec Mohamed Chebila



sur le net

Retrouvez l'intégralité des photos sur : www.owni.fr
Retrouvez la vidéo des photos sur : www.elwatan.com



Couple de combattants

La faim de l'espoir

L'Algérie. Colonisée depuis 1830. Région d'Aokas, au nord-est du pays. Hiver 1942. Depuis trois jours, la neige n'a pas cessé de tomber en flocons serrés. Dans la nuit tombante, on distingue un paysage champêtre recouvert d'un manteau blanc. Un froid polaire règne sur toute la contrée... Dans l'habitation précaire de Kaci, le petit brasero autour duquel sa femme et ses deux filles sont accroupies répand une vague chaleur. Kaci, enveloppé dans un burnous, est assis un peu plus loin. Devant son impuissance à trouver une solution pour nourrir sa maisonnée, il ressasse silencieusement son chagrin et son amertume. Une colère rentrée s'empare de tout son être. Pour se donner une contenance, Kaci émet par instants un grognement, puis tousse bruyamment. Mais des pensées obsédantes, de plus en plus nombreuses, l'assaillent. Soudain, sans s'en rendre compte, il s'entend proférer un juron : «Saleté de colonialisme ! Bête immonde ! Salopards de soldats français et de colons qui nous ont affamés !»

Surprises, les trois femmes se retournent pour regarder Kaci et essayer de comprendre les paroles qui viennent de lui échapper. Mais lui, d'un hochement de tête de droite à gauche, leur fait savoir de ne pas s'en inquiéter. Le temps s'écoule lentement. Il n'y a pas d'horloge dans la maison, mais le silence est si lourd qu'on croirait entendre les battements réguliers des cœurs comme

☞ *Le silence est si lourd qu'on croirait entendre les battements réguliers des cœurs comme autant de tic-tac.*

autant de tic-tac. La flamme jaune, vacillante et fumeuse du vieux quinquet répand une lumière chiche qui donne à la pièce une atmosphère pesante et de triste. Les objets alentour, qui apparaissent et disparaissent au gré du mouvement de la flamme, semblent eux aussi respecter ce silence absolu. Soudain, un gémissement étouffé se fait entendre. C'est la plus jeune des filles qui vient de réprimer un sanglot.

Kaci lance à sa femme : «Qu'a-t-elle ? Pourquoi pleure-t-elle ?»

- Elle n'a pas mangé depuis hier. La faim la tenaille», répond la mère d'une voix monocorde et résignée.



Réunion d'explication de l'accord du cessez-le-feu entre commissaires politiques de l'ALN et des colons de la région de Tissemsilt. Mars 1962 (A. Refine).

A ces mots, Kaci se lève. C'en est trop, beaucoup trop, pense-t-il, il faut agir, et sur le champ ! Il sort dans la nuit glaciale et va dans la remise pour seller son mulet. Sa femme le suit et s'enquiert : «Où vas-tu par ce temps épouvantable ?»

- Je vais me rendre à la ferme du colon vous chercher à manger.

- Mais c'est dangereux, tu vas te faire tuer par le gardien !

- Ecoute femme, je n'ai pas le choix. De deux choses l'une : ou je rapporte de quoi nourrir ma famille, ou je succombe dans ma tentative. Je ne veux plus voir mes enfants souffrir sans broncher. Allez, rentre maintenant. Dieu ne nous abandonnera pas.» Puis, enfourchant le mulet, il tire sur la bride ; la bête s'avance lourdement en enfonçant ses sabots dans la neige verglacée.

Vingt minutes plus tard, Kaci arrive aux abords de la ferme. Il attache sa monture à un arbrisseau et se fraie un chemin entre les buissons enneigés jusqu'à la cabane du

gardien. A l'intérieur, celui-ci, assis devant un poêle à bois, se chauffe les pieds. Kaci lance un petit caillou contre l'unique vitre de la baraque et se met à l'affût...

UN SAC DE CÉRÉALES OU LA MORT

Saisissant son fusil, le gardien ouvre prudemment la porte et jette un regard circulaire avant de sortir carrément dans la cour couverte de neige. C'est ce moment précis que choisit Kaci pour fondre sur lui ; avec la rapidité de l'éclair, il lui arrache l'arme qu'il jette au loin tout en lui fermant la bouche de sa grosse main calleuse ; de l'autre main, il appuie sur le cou de l'homme la pointe d'un couteau de cuisine. Entre deux halètements, Kaci murmure à l'oreille du surveillant : «Ecoute mon frère, je ne te veux pas de mal. Je veux simplement emporter un sac de céréales pour calmer la faim de mes enfants. Conduis-moi à l'entrepôt sans faire d'histoire et tout se passera bien.»

Avec mille précautions, Kaci oblige son

prisonnier à porter le sac de blé jusqu'à son bardot. Puis, la tête toujours dissimulée dans le capuchon de son burnous, il relâche le gardien qui ne demande pas son reste... Il est près de minuit. Kaci se rend directement au vieux moulin ; là, il actionne la meule pour broyer ses grains. Dans l'obscurité, tel un chat, Kaci y voit comme en plein jour. Peu après, il regagne son foyer avec la précieuse farine que sa femme transforme rapidement en chaudes galettes appétissantes. La tristesse du début de soirée laisse désormais place, dans la demeure, à quelque joie et aux rires étouffés des filles de Kaci.

Demain sera un autre jour. Et les dates saluaires du 8 Mai 1945 et du 1^{er} Novembre 1954 se profilent déjà à l'horizon. Bientôt, elles sonneront le glas de la domination française. Bientôt, elles mettront fin à l'assujettissement et à l'oppression. Bientôt, elles permettront le recouvrement de la liberté aliénée et surtout de la dignité perdue...

Khaled Lemnouer

El Kerma sous la torture

L'ancienne ferme Lafumat, à El Kerma, fut un sinistre lieu de torture. Dès le début de l'année 1956, le colon Lafumat Jules a cédé à l'armée d'occupation une ferme située juste derrière la vieille école de l'ex-Valmy. Les militaires français avaient transformé la bâtisse en une importante caserne pour accueillir plusieurs corps de l'armée française ou des troupes en transit vers d'autres destinations, à l'exemple des spahis et des zouaves du régiment des dragons, celui de l'artillerie ou bien celui des transports terrestres. Bien sûr, la ferme, qui était devenue une garnison, disposait des fameux services de la SAS (section administrative spécialisée) et des services de renseignement dotés de tous les équipements de torture.

La majorité de la population musulmane d'El Kerma a connu les affres des supplices dans ce sinistre endroit. Une opération systématique qui avait commencé dès janvier 1957, en représailles aux journées de grève à laquelle avait appelé l'UGCA, le syndicat des commerçants algériens, en réponse au mot d'ordre des hauts responsables de la

Révolution.

Dès l'aube, en cette froide journée d'hiver, après l'évacuation des Algériens de leurs habitations et après avoir fracassé les portes des locaux commerciaux, les militaires français avaient interpellé, à l'exception des femmes et des filles, toutes les personnes valides. Les Algériens furent parqués dans le champ d'oliviers qui se trouvait à l'orée du douar nègre de Valmy et retenus pour y subir, jusqu'à la fin de la journée, le visionnage d'images de propagande. Après la projection, les plusieurs jeunes du douar avaient été sélectionnés pour des séances de torture.

CONJURER L'OUBLI

Puis en 1958, avec l'avènement du général de Gaulle, vinrent les périodes d'internement massif des délocalisés des douars de Dhassa et des fermes environnantes qui, avant d'être mis dans les centres de recasement, connurent les tortures instrumentées et expérimentées sur les nationalistes et les fidayine. Plusieurs familles d'El Kerma connurent la cruauté des tortionnaires dans

ce lugubre centre de torture : les Lahmar Maarouf Maamar, Lardjem, Besbaci, Sardi, Sebbaa, Zahaf Djaidier, Lameche, Arrar, Benyamina, Badredinne, Mankourouï, Boudia, Kacha, Faham, Boussof, Zaitri, Bouhriira, Lassouag, Berahmoune, Yekkel, Zerga et d'autres encore tant la liste était longue. Les moyens et techniques employés

☞ *Les techniques employées dans les séances de torture n'étaient pas différents des procédés de la Gestapo : gégène, eau javellisée, chalumeau, échelle, bouteille déflorante, savon en poudre.*

dans les séances de torture n'étaient pas différents des procédés de la Gestapo : gégène, eau javellisée, chalumeau, échelle, bouteille déflorante, savon en poudre, sans parler des actes déshonorants commis délibérément envers des détenus soit par les harkis ou les auxiliaires des GMPR (Groupes mobiles de police rurale). Pour les 3000 habitants que comptait El Kerma en 1958, entre musulmans et Français, quelque 1200 indigènes, sans compter les prisonniers qui transitaient, subirent la torture jusqu'au cessez-le-feu. Et chaque pensionnaire passait aux interrogatoires que dirigeait le maître de la SAS, le lieutenant Bernardin, et ses sbires qui arrachaient les aveux des prisonniers, après leur conditionnement par la torture.

La ferme, actuellement dénommée appelée Le Quartier, n'a toujours pas reçu de plaque commémorative pour conjurer l'oubli. En attendant, la population d'El Kerma continue à cultiver le souvenir du sacrifice de ses enfants.

Mohamed Benyamina (Retraité SIO)

Deux adolescents dans l'horreur de la guerre

Au fin fond de la partie sud de la wilaya de M'sila, la route en bitume se déroule dans la platitude de la steppe jadis isolée. Elevée au rang de route nationale (RN40), l'ancienne piste rocailleuse et poussiéreuse n'est plus qu'un mauvais souvenir des clandestins et de quelques initiés. Elle relie Ben Srouf à Barika sur près de 80 kilomètres. En cette journée du 11 décembre 2010, illuminée par un tiède soleil automnal, l'esprit se surprend à triturer des réminiscences ou des faits de l'histoire contemporaine du pays.

Zarzour, l'une des communes les plus déshéritées de la wilaya, sort peu à peu de sa torpeur séculaire. Elle dispose maintenant de trois axes routiers qui la relient à Batna, à Biskra – et au reste du monde par leurs aéroports – et à son chef-lieu de wilaya. A l'orée des années soixante-dix, aller à Zarzou, c'était une aventure. La piste qui y menait, cahoteuse et tortueuse au gré de la topographie, nécessitait d'avoir un robuste véhicule aguerri aux aléas de terrain à peine carrossable. Les quelques pasteurs qui nomadisaient dans ce no man's land recourraient aux bêtes de somme pour aller

☞ On chargeait la population de déraciner et de ramener les touffes d'armoise et d'alfa pour alimenter le brasier.

aux marchés hebdomadaires environnants. Quant à l'école ou le dispensaire, il ne fallait pas trop demander. Les accidents de parcours et les envenimations scorpioniques ou vipérines, le plus souvent fatals, n'avaient pour seul salut que la Providence, le guérisseur du coin ou l'aléatoire guimbarde de passage dans les environs. Le passage à gué des oueds Aïn Ghezal et Zarzour est un danger mortel quand ils charrient leur impétueuse bourbe automnale. Au cœur de cette désolation, la furie des eaux pouvait emporter hommes et bêtes sans recours.

Ce lieu dit n'a probablement jamais eu affaire à un colon, mais il eut affaire au garde-champêtre, au gendarme et au parachutiste légionnaire.

ACHEVÉ D'UNE BALLE DANS LA TÊTE

Une modeste stèle, sans marbre, rappelle au souvenir le sacrifice du jeune Mohamed Chebichèbe Ben Mazouz, victime de torture. Bouzid, son cousin, se rappelle de ce fatidique jour de janvier 1961 où les débats onusiens sur l'affaire algérienne étaient encore sur la table. La France gaullienne poursuivait sans relâche sa politique de la

La gifle

Hocine le jardinier était «un très bon jardinier fleuriste», de l'avis bienveillant de l'administrateur de la commune mixte de Cap Aokas chez lequel l'Algérien était employé depuis la nuit des temps. Toute la famille du fondé de pouvoir était aimable avec lui parce qu'il s'acquittait de sa tâche avec conscience et déférence, avec simplicité et aptitude reconnue. La satisfaction mutuelle ressentie par l'horticulteur et ses patrons était devenue, au fil des années, presque de l'amitié. En tout cas, cette sympathie leur donnait parfois l'occasion de rire ensemble à une anecdote...



En novembre 1957, une compagnie de parachutistes recherche les combattants de l'ALN à la frontière marocaine (F. Decker)

terre brûlée.

C'est ainsi que lui et son défunt cousin sont surpris par le vrombissement d'un Piper de reconnaissance qui les avait localisés. Ils étaient à proximité d'un *markez*, une casemate abritant l'hôpital de l'ALN. Devinant les intentions de la colonne motorisée, ils détalèrent à l'opposé de l'objet recherché par le ratissage. Aidés par l'escarpement du terrain, les deux adolescents réussirent momentanément à fuir devant les jeeps de l'avant-garde. Le narrateur, qui s'était faufilé dans les hautes herbes de l'oued, put se dissimuler, échappant ainsi à ses poursuivants. Son cousin, en terrain nu, fut vite pris par les sbires du 485^e bataillon du Train stationné à Bordj l'Agha. Placé sous le commandement du lieutenant-colonel Jean Poujet, ce bataillon, surnommé les Pouilleux ou

Dans le village, tout le monde connaissait Pierrot Chambon, un Français de souche italienne qui avait choisi de vivre en vagabond. Sale, toujours aviné, souvent fauché, il promenait sa carcasse dans les artères du bourg en apostrophant les passants – surtout ses compatriotes – pour les railler ou les injurier. Son vocabulaire était pauvre comme lui, mais il l'avait enrichi d'un nombre incalculable de mots grossiers qu'il débitait à tout-va au hasard de ses rencontres avec les Européens. Un jour d'été, au début de l'après-midi, le pochard passa sous le balcon de l'administrateur qui prenait un bol d'air tout en suivant de sa balustrade le travail de Hocine qui arrosait les plantes. Apercevant le haut fonctionnaire, Pierrot s'arrêta net et, d'un coup, sortit de ses gonds. De sa voix

bataillon RAS plus tard, s'est particulièrement singularisé par la discipline de fer pratiquée sur ses propres éléments. Que dire alors des méthodes pratiquées sur l'adversaire... Pour son malheur, le jeune Mohamed portait ce jour-là une vareuse de treillis ; on y découvrit dans une poche sa photo en compagnie de Si Cherif Kheirdine, responsable de l'hôpital de l'ALN enfoui dans une grotte non loin de là. L'interrogatoire musclé qu'on lui fit subir, sous le regard inquiet de la population regroupée par le ratissage, risquait de débusquer les maquisards. On ne donnait pas cher de leur vie. Aucun d'eux ne pensait s'en tirer ce jour-là. Le brave adolescent, sorti à peine de l'enfance, tenait le coup. Ne voyant rien venir, les spadassins de Bigeard, dont les glorioles se sont étioilées récemment par l'immanence de la Faucheuse, le soumièrent au supplice du feu. On chargeait

haut perchée et pâteuse, il commença à déverser un flot d'insanités au milieu d'une pluie de postillons qu'il projetait rageusement.

DIX JOURS DE MISE À PIED

Incommodé par ce spectacle lamentable et ces propos outrageants pour son patron, Hocine courut vers l'ivrogne et lui colla une gifle en lui demandant de passer son chemin. Le poivrot s'en alla aussitôt sans demander son reste.

Une minute après, l'administrateur fit venir le jardinier dans son bureau et lui tint à peu près ce langage : d'un ton sans équivoque : «Hocine, ce que tu viens de faire est intolérable ! Sais-tu que tu viens de gifler un Français. Pour te punir, je t'inflige dix jours de mise à pied. Et

la population de déraciner et de ramener les touffes d'armoise et d'alfa pour alimenter le brasier. Brûlé sur tout le corps, agonisant, il fut achevé d'une balle tirée à bout portant sur la tempe. L'officier supérieur qui venait de débarquer de son hélico, l'a achevé de son arme de poing.

Le soleil venait de décliner à l'horizon, une mère pleurait son enfant au milieu d'une multitude silencieuse d'ombres hagardes. Le jeune Chebichèbe ne savait pas, ce jour-là, qu'il subirait le même sort que le petit Omar. Victimes tous deux du refus, l'un de se rendre et l'autre de parler, ils ont «eu de la gueule», bien plus que Bigeard qui est mort dans son lit.

Farouk Zahi

ne t'avisés plus jamais de porter la main sur une personne de ma race !»

Hocine n'en croyait pas ses oreilles. Cette «gifle» reçue en plein cœur était autrement plus douloureuse que celle qu'il venait d'administrer à un clochard pour défendre l'honneur offensé de son patron. Son cœur se serra et quelques larmes perlèrent à ses yeux. Pour le colon, le dernier des Français était plus respectable que n'importe quel Algérien.

Mais de pleur en fleur, le jardinier verra un jour le soleil de l'indépendance se lever sur son jardin. Il recouvrera sa dignité. La vraie dignité. Celle d'un homme de race libre...

Khaled Lemnouer

Bou Hinoun, le village

Voici l'histoire de mon père, Sidi Mammam Hocine, de mes cousins et de mes oncles avec quelques photos datant de la Guerre de Libération nationale.

Sidi Mammam Hocine est né le 29 mai 1914 à Bou Hinoun (wilaya de Tizi Ouzou). Officier de liaison, en 1942 il était déjà militant de la cause nationale au sein du PPA/MTLD et membre de l'OS. Il était l'homme de confiance et le confident de Krim Belkacem et du colonel Ouamrane.

Avant le déclenchement de la Guerre de Libération, il avait vendu deux parcelles de terrain pour contribuer à l'achat d'armes. Très discret, au déclenchement de la Révolution, le 1^{er} novembre 1954, il est parti

avec le colonel Ouamrane et quelques militants du côté de la Wilaya IV.

D'après Amar Dris, ancien militant de la cause nationale, une réunion s'est tenue à Aguer gour, entre Bouhinoun et Betrouna. Ils attendaient la réponse de Messali Hadj, qui était à l'étranger et devait donner son accord pour le déclenchement de la Révolution, début 1954. Sidi Mammam Hocine a pris la décision, en présence de Krim Belkacem et des autres membres du groupe, de déclencher la Révolution quelle que soit la réponse de Messali.

Après le déclenchement de la Révolution Sidi Mammam Hocine a exécuté plusieurs missions délicates ; certaines, que je connais, ne

peuvent pas être dévoilées. D'ailleurs, c'est à partir de là qu'on l'a soupçonné d'avoir commis quelques attentats. Un jour, entre décembre 1954 et janvier 1955, un groupe de gendarmes et de policiers en civil, avec des chiens, ont envahi notre maison à Bou Hinoun. Ils ont interrogé ma mère.

ENTERRÉS DANS DES TRANCHÉES

C'est à partir de ce jour-là que mon père a abandonné son travail, sa famille et est monté au maquis. Il est revenu deux ou trois fois à la maison avant de tomber au champ d'honneur, le 23 mars 1957, à Izemmouren, commune d'Aït Khelili, au grade d'aspirant ou de sous-lieutenant, aux côtés du capitaine

Si Kaci et d'un autre aspirant. C'était une grande bataille qui a duré du 21 au soir jusqu'au 23 mars. Bilan : 149 chouhada entre officiers et djounoud, et plusieurs civils femmes et hommes. Ce jour-là étaient présents Krim Belkacem, Mohamedi Saïd, Benyoucef Benkhedda et Abderahmane Mira, qui n'était pas colonel à l'époque. Les morts ont été enterrés dans des tranchées par dizaines, d'après les rescapés de cette grande bataille.

Après la mort de mon père, on a quitté notre maison (qui a été d'ailleurs détruite quelques mois après) pour occuper celle de mon oncle, au centre du village ; lui habitait à Tizi Ouzou. Nous avons alors changé de nom pour nous



aux 84 chouhada

appeler Ouabdeli, jusqu'à l'indépendance.

En décembre 2009, un article paru dans *El Watan* évoquait Ben Chennouf Mohamed, qui avait commis un attentat à Alger en 1956 ; il avait été envoyé par Krim Belkacem et le colonel Ouamrane ; un certain Si El Hocine était chargé de le couvrir. Il me semble que ce dernier était mon père, qui avait pour nom de guerre «l'hélicoptère». J'aurais voulu avoir davantage de renseignements sur cette opération et ses membres...

Je vous informe que le village de Bou Hinoun compte 84 chouhada. Le premier chahid tombé au champ d'honneur en 1954 est Touahri Amar, dit Amar Asmane.

Sidi Mammam Mustapha Ben Hocine



6



7



8



9

Photo 1 : à gauche le colonel Mohamedi Saïd, à côté du colonel Ouamrane ; au milieu Si El Hocine ; à droite le colonel Amirouche.

Photo 2 : Sidi Mammam Saïd, frère de Moh Oulmouloud, né le 25 janvier 1939 à Bou Hinoun. Il a commis un attentat contre un bar à Tizi Ouzou en 1957 avant de rejoindre le maquis. Il est tombé au champ d'honneur à Bou Hinoun en 1958 ; il avait été torturé à mort avant que son corps soit brûlé.

Photo 3 : mon père, à gauche mon oncle Arezki et ses compagnons

Photo 4 : à gauche le chahid Belhocine, à droite Sidi Mammam Belkacem. Sidi Mammam Belkacem, fils de Moh Cherif, est né le 25 mars 1929 à Bou Hinoun. Il rejoint le maquis en 1955, où il est tombé au champ d'honneur en 1957 à Hesnaoua, au grade sergent-chef.

Photo 5 : Mon père

Photo 6 : Sidi Mammam Mohamed, dit Si Moh Rouji, mon oncle, est né le 18 mai 1924, à Bou Hinoun (Tizi Ouzou). Grand baroudeur, militant du PPA/ MTLD, membre de l'OS, novembriste, il était chef de région à Beni Douala. La photo a été récupérée au commissariat de police de Dellys, dans le fichier colonial, sur un avis de recherche établi par la gendarmerie française en 1952. Il est tombé au champ d'honneur en 1956 à Beni Douala.

Photo 7 : A gauche Sidi Mammam Arezki. Né en 1919 à Bou Hinoun, il a rejoint le maquis en février 1956. Il a fait partie des éléments qui ont joué un tour à Robert Lacoste, lors de l'opération Oiseau bleu. Il est tombé au champ d'honneur en 1958, aux Ouadhias, au grade sergent.

Photo 8 : A gauche le colonel

Ouamrane, à droite mon père Si El Hocine.

Photo 9 : Photo prise en Tunisie : troisième à partir de la droite (avec la kachabia), Sidi Mammam Moh Ouidir, né le 21 décembre 1916 à Bou Hinoun. Militant de la première heure, c'était un élément de la compagnie d'acheminement d'armes de Tunisie. Il a participé à l'opération Oiseau bleu. Il est tombé au champ d'honneur le 8 février 1958 à Sakiet Sidi Youcef, à la frontière algéro-tunisienne, au grade de sergent.

Photo 10 : Sidi Mammam Meziane, fils de Moh Cherif. Il a rejoint le maquis en 1956 à Akfadou. Il faisait partie du groupe d'acheminement d'armes du Maroc. Il est tombé au champ d'honneur en 1960, dans les montagnes du Djurdjura, au grade sergent.

(Famille Sidi Mammam)



10

Souvenirs du maquis



Les parachutistes ripostent à un accrochage (F. Decker)

Au début de l'opération Jumelle, la vie des Algériens était très dure tant au maquis que dans les centres de regroupement. Les contacts étaient très difficiles à établir tant entre les moudjahidine eux-mêmes qu'entre ces derniers et les populations. L'ennemi, embusqué partout, de jour comme de nuit, rendait périlleux tout déplacement des djounoud. Ceci entraînant cela, la rareté des denrées alimentaires se faisait cruellement sentir. Très souvent, les groupes d'acheminement chargés d'approvisionner les maquis tombaient dans des embuscades tendues par l'ennemi à la périphérie des agglomérations. Il arrivait, plusieurs jours durant, que notre nourriture se limitait à seulement quelques fruits – figues, *chelmoun* (myrte) ou *assissnou* (arbouses) – cueillis dans la forêt, que nous partagions avec les singes. Un jour d'ailleurs, dans un champ de figuiers à proximité du village de Beni Slyem, non loin de la forêt de Mizrana, ou nous nous étions rendus pour cueillir des figues fraîches, nous fumes surpris par des singes qui nous ont jeté des pierres pour nous repousser ; mais nous avions quand même réussi à partager quelques fruits avec eux.

LOGÉE À JAMAIS DANS MA CHAIR

Les centres de regroupement étaient devenus presque impénétrables du fait d'une surveillance accrue ; des commandos étaient contraints de tendre des embuscades aux convois militaires de ravitaillement pour approvisionner les maquis. De nombreuses actions de ce genre ont d'ailleurs été réalisées avec succès. L'ennemi ayant ressenti la douleur de ces embuscades, il accompagnait les convois de ravitaillement d'une escorte composée d'un nombre considérable de soldats et d'engins blindés, survolés

« Durant les quinze jours qu'elle a passés avec nous, elle ne me quittait pas d'une semelle. Elle mangeait avec moi et dormait à mes côtés.

quelquefois par des avions de chasse.

Je recevais des soins prodigués par Si Ali Ghanem à l'infirmerie. Au bout d'un mois environ, ma blessure fut cicatrisée, mais la balle est logée à jamais dans ma chair. J'ai alors repris mes activités ; je fus affecté provisoirement dans le groupe d'acheminement. Il faut signaler que les moudjahidine se trouvant dans mon cas étaient versés au groupe d'acheminement en attendant leur affectation définitive.

Maintenant que nous étions habitués aux effets de l'opération Jumelle, nous reprîmes nos activités avec une stratégie adaptée à la nouvelle situation. Notre commando avait réalisé de nombreuses actions militaires contre l'ennemi.

UNE ENSEIGNANTE CAPTURÉE

Par exemple, un jour, pour venger la mort de Si Ali Moh n'Ali, de son vrai nom Benour Ali, chef de la Zone IV, tombé au champ d'honneur quelques semaines auparavant, le commando avait tendu une embuscade à deux jeeps ennemies ayant à leur bord des officiers et deux enseignants civils, dont une

femme. Ces derniers se rendaient du camp de la ferme Mimi située sur la corniche, au pied de la forêt de Bouberrak, vers Cap Djinet. Cette embuscade s'était soldée par la mort des soldats ennemis et de l'enseignant, par la capture de sa femme (elle aussi enseignante) et la récupération de quelques armes de guerre. La prisonnière étant indemne, sa garde me fut confiée en attendant son transfert vers le PC de la wilaya. Durant les deux premiers jours, elle ne cessait pas de pleurer et lorsque j'entrepris de parler avec elle en français, elle a été d'abord surprise qu'un fellaga puisse parler sa langue ; ensuite mes propos l'ont apaisée. Elle m'avoua que je lui inspirais confiance. Aussi, durant les quinze jours qu'elle a passés avec nous, elle ne me quittait pas d'une semelle. Elle mangeait avec moi et dormait à mes côtés, sans se sentir menacée de quoi que ce soit. A la veille de son départ, je l'ai informée de son transfert. Un sentiment de peur était visible sur son visage. J'ai essayé tout de même de la rassurer, lui disant qu'elle serait entre de bonnes mains et qu'elle serait traitée dignement. Au bout de deux semaines environ, sur ordre de Si Rabah Krim, chef de la Zone IV, elle fut conduite sous bonne escorte vers le PC de la Wilaya III. Quelques semaines après, la presse a révélée sa libération à partir de Tunis.

RÉSISTER JUSQU'À LA MORT

Un autre jour, notre groupe d'acheminement, dirigé par Si Moh Frizi, chef de secteur, et en compagnie d'un groupe commandos, nous nous rendîmes à Beni thour, un village non loin de Baghliia, pour acheminer du ravitaillement vers Mizrana. Vers 10 heures, nous fumes surpris par une patrouille ennemie et un violent accrochage s'ensuivit. Le terrain était plat et découvert, mais

parsemé de broussailles. Quelques instants après, des renforts sont arrivés. Des chars avançaient vers nous en formation en essaim, suivis par des soldats en nombre impressionnant. Devant la résistance de notre groupe, l'avancée des chars et des soldats fut stoppée, laissant le terrain à l'aviation venue à leur secours. Des chasseurs Jaguar (appelés aussi «jaunes») nous bombardaient à la roquette tout en nous arrosant de rafales de mitrailleuse. C'était un véritable enfer, on ne pouvait pas se replier en terrain découvert de peur d'être à la portée des mitrailleuses des chars. Il fallait résister jusqu'à la mort. Croyant que nous étions décimés, les avions se sont retirés ; les chars suivis des soldats, reprirent leur avancée. Nous nous camouflâmes dans les broussailles en attendant que les chars approchent les chars puis nous soustraire de leur portée. Au fur et à mesure de leur avancée, nous nous repliâmes tout en tirant sur les soldats cachés derrière les chars. Si Moh Frizi était à mes côtés et tout en nous repliant, nous finîmes par tomber dans un ancien puits à sec, peu profond mais rempli

« Des chasseurs Jaguar (appelés aussi «jaunes») nous bombardaient à la roquette tout en nous arrosant de rafales de mitrailleuse. C'était un véritable enfer.

de fourrage sous lequel nous nous sommes d'ailleurs cachés. C'était la grâce de Dieu. Tout en continuant son avancée, un char passa au-dessus de nos têtes, suivi par des soldats...

Avec Si Moh Frizi, nous étions éloignés de nos compagnons, les autres djounoud, qui n'avaient pas d'autre alternative que de résister. Au fur et à mesure du repli de nos djounoud, l'ennemi avançait, nous laissant loin derrière. La bataille fut très dure. Elle avait été menée avec courage et détermination par un groupe de 15 djounoud armés de simples fusils ayant servi pendant la Seconde Guerre mondiale, contre un ennemi puissant, armé de gros moyens, humains et matériels. L'accrochage avait duré sans interruption toute une journée. La consigne nous avait été donnée de ne tirer que lorsqu'un soldat était en point de mire, et ce, afin d'économiser les munitions qui étaient si précieuses pour nous.

PERTES ENNEMIES INCONNUES

A la tombée de la nuit, les survivants parmi nous se sont repliés dans le désordre vers la forêt de Mizrana. Lors de notre rencontre, le lendemain, nous avons fait un premier bilan : plusieurs djounoud étaient portés disparus. Les pertes ennemies étaient inconnues.

Je ne tardais pas à être affecté dans la Région III pour regagner mon secteur d'origine, à savoir Bordj Menaïel. C'est là que j'ai pris contact avec mon chef de secteur, Gribissa Omar dit Si Omar Touil, que j'avais rencontré en compagnie du chef de région, Belkasma Rabah dit Si Rabah Nia. Ce dernier, que je rencontrais pour la première fois, venait d'être affecté comme chef de la Région I (Aïn El Hammam) qu'il se préparait à

☞ *Jeunes et déterminés que nous étions, nous ne reculions devant aucun danger pour l'accomplissement de notre mission.*

rejoindre. Nous passâmes ensemble une semaine dans le secteur de Bordj Menaïel. Il avait tant d'estime pour moi qu'il décida de me prendre comme secrétaire à la Région I. Le destin a fait que je ne sois stable dans aucun secteur ni même région. L'opération Jumelle étant en cours, le parcours Bordj Menaïel-Aïn El Hammam était long et périlleux. Mais, jeunes et déterminés que nous étions, nous ne reculions devant aucun danger pour l'accomplissement de notre mission.

Salah Ouzrourou (officier de l'ALN)



Combattants au maquis (A. Refine)

Mon parcours de prisonnier

A Miliana, il y avait deux détenus que je respectais énormément : Si Mohamed El Allaoui, arrêté pour détention d'armes de guerre à l'intérieur de la médersa de Miliana et Smaïn-Dahlouk-Mahfoud, capturé lors d'un accrochage dans les environs de Tablat.

A Blida idem pour Si Mohamed et un autre détenu, Chekaimi Abdelaziz (aujourd'hui décédé). Et aussi, ce souvenir d'un trio de condamnés à mort ; deux ont été graciés et condamnés aux travaux forcés à perpétuité, et le chahid Takarli Abderzak a été exécuté en 1959.

A Serkadji lors de mon passage dans cette maison d'arrêt, à la NR 11, le premier jour le prévôt m'a ordonné d'aller dans la cour ; à mon retour j'ai constaté que mes effets vestimentaires étaient éparpillés à même le sol de la salle. J'ai eu l'envie de frapper le



Combats (M. Naoui)

prevôt quand un détenu m'a fait un signe du doigt «non» ; je me suis approché de lui et il m'a offert une belle chemise en nylon. Il était assis avec quatre autres détenus âgés ; il s'agit de Mechtah Aïssa de Laghouat. De là, j'ai été affecté à la salle NR13, puis transféré de nouveau à la maison d'arrêt de Miliana, pour des raisons inconnues, pour ensuite aller à la maison d'arrêt de Blida.

Au groupe pénitencier d'El Harrach, comme j'étais moniteur de salle 4 BD et ce, jusqu'au 2 mai 1962, date de ma libération, j'ai remarqué deux détenus qui avaient eu une conduite irréprochable ; ils étaient d'un calme impressionnant, respectueux et inséparables : Habib Rédha et El Hadj Mohamed Hachelaf.

Ali Chellal (membre de l'OCFLN)

Un parachutiste

Attention : certains éléments de ce récit sont susceptibles de heurter la sensibilité des lecteurs.

Francis Decker faisait partie des parachutistes français présents en Algérie au début de la Guerre de Libération. Il nous a adressé ses mémoires. Nous en avons sélectionné des extraits.

Le 8 février 1956, je me rends au centre de recrutement de l'armée de terre à Vannes, où je signe un engagement de trois ans pour la demi-brigade de parachutistes coloniaux. La Révolution algérienne a déjà commencé. Au cinéma, lors des actualités, j'ai pu voir quelques images des premiers combats. La guerre d'Indochine vient de se terminer et les derniers éléments du corps expéditionnaire français rentrent en métropole. Au mois de juillet 1956, après plusieurs sélections drastiques, j'apprends que je suis affecté au prestigieux 3^e régiment des parachutistes coloniaux. Ce régiment est commandé par le célèbre colonel Bigeard. Pendant nos heures de quartier libre, nous découvrons la ville de Bône, le cours Bertagna, avec ses nombreuses terrasses de cafés et les fiacres. Nous allons aussi sur les belles plages et faisons connaissance avec les petites Bônoises, pied-noirs, juives ou musulmanes. C'est la belle vie.

LES NEMENCHAS OU LES PORTES DE L'ENFER

Juillet 1956. Dans les Nemenchas, opération sirocco. Notre mission consiste à sécuriser les zones de Guentis et de Babar, deux secteurs réputés pour être solidement tenus par l'ALN. Chaque jour, nous sillonnons la montagne à la recherche des fellagas invisibles. Dans ce paysage aride, nous souffrons de la soif et de la chaleur, l'eau étant plutôt rare dans cette région tourmentée. Le général Vanuxen disait que les Nemenchas étaient les portes de l'enfer. Soudain, le 31 juillet 1956, les djounoud sont repérés dans le secteur de Bou Yakadane. Les combats sont d'une extrême violence avec de fréquents corps-à-corps dans le fond des oueds parmi les lauriers-roses, combats qui durent toute la journée et se poursuivent toute la nuit au cours de laquelle nous restons sur nos positions. Parfois la fatigue se fait sentir et les yeux se ferment, mais bien vite je reprends mes esprits ; il ne s'agit pas de s'endormir. Pendant ce temps, des tirs, des rafales et des explosions de grenades, le tout accompagné de cris et d'insultes venant des deux parties, ne cessent de troubler le silence de la nuit. Les maquisards tentent de rompre l'encercllement, certains parviennent à s'échapper. Le lendemain matin, nous découvrons de nombreux cadavres et récupérons une grande quantité d'armes, puis la progression se poursuit. Après une

mission à Chypre, nous revenons à Alger le 2 janvier 1957. Notre nouvelle base-arrière est située à Sidi Ferruch, dans une immense et magnifique forêt de pins, en bordure de mer. Ma compagnie occupe une ancienne colonie de vacances. Les bâtiments en dur abritent les services administratifs de la compagnie, l'infirmerie et quelques chambres sont réservées pour les officiers, elles leur serviront de bureaux et de chambres lorsqu'ils seront de permanence.

LE BORDEL MILITAIRE DE CAMPAGNE

La troupe pourra utiliser les douches collectives, mais comme d'habitude, elle sera logée sous de grandes tentes pouvant abriter une section. Pour commencer, nous procédons à l'installation du camp. Equipés de pelles et de pioches, nous traçons des routes, bâtissons des paillotes qui feront usage de réfectoire, coulons des chapes de ciment qui serviront de sol aux tentes qui nous abriteront. Et pour ne pas changer les bonnes habitudes, construction de latrines à usage de WC. L'endroit est agréable, environné de pins, la mer qui se trouve à proximité répand ses effluves iodées. Non loin du cantonnement se trouve le Normandie, un bar-restaurant où nous retrouverons dès que nous aurons un moment de liberté. Une nouveauté au régiment : nous avons un BMC, bordel militaire de campagne. Les femmes qui s'y trouvent sont régulièrement suivies par le médecin du régiment, parmi elles il y a quelques Européennes et beaucoup d'Arabes. Elles sont gentilles et c'est toujours un plaisir de les rencontrer.

PERQUISITIONS SANS MANDAT ET TORTURE

C'est en 1956 que commencent les attentats à la bombe à Alger. C'est M. Lacoste, résident général en Algérie, qui confia au général Massu, patron de la 10^e division parachutistes, la mission de rétablir l'ordre, les services de police étant impuissants à le faire. A partir de ce moment-là, les paras vont effectuer un travail de flic qui n'avait plus rien à voir avec une action militaire telle qu'on la conçoit généralement. Cette nouvelle mission consistera en perquisitions de domiciles de jour comme de nuit, sans mandat et sans respect des heures légales, arrestations, fouilles, gardes à vue, établissement de fichiers. Les interrogatoires musclés et humiliants étaient menés par des officiers et des sous-officiers du service de renseignement, tous volontaires pour cette mission. Et pour faire parler les suspects, ils n'hésitaient pas à utiliser la torture. On ne



Des parachutistes en opération dans le Sahara (F. Decker)

peut désigner autrement les méthodes employées pour faire parler les prisonniers, utilisation de l'électricité, usage de l'eau jusqu'à suffocation, coups, humiliation des prisonniers hommes ou femmes entièrement nus devant leurs bourreaux. Nous n'y assistions pas, mais il suffisait de constater l'état des gens à leur sortie des mains de leurs bourreaux. Certains, très mal en point, disparaissaient sans que l'on sache ce qu'ils étaient devenus. C'est le gouvernement Français qui donne les pleins pouvoirs à l'armée pour sécuriser Alger, en précisant que tous les moyens devront être utilisés pour y parvenir. Ma compagnie cantonne dans un immeuble en construction situé boulevard Clemenceau, en plein centre d'El Biar, sur les hauteurs d'Alger. Le régiment est chargé d'opérer dans les secteurs de La Casbah, Bab El Oued, El Biar, Bouzaréah, Ben Aknoun, Saint-Eugène, Beau-Fraisier, Clair-Vallon. De jour comme de nuit, nous patrouillons à travers la ville. Il nous arrivait de faire des perquisitions, de procéder à des arrestations ; il nous arrivait aussi de découvrir des armes, des dépôts de bombes

artisanales et de tomber sur de grosses sommes d'argent destinées à la trésorerie du FLN. Nous devions également garder les prisonniers qui étaient logés au dernier étage de l'immeuble que nous occupions à El Biar. Certains soirs, j'assurais la garde des prisonniers, il m'arrivait souvent de discuter avec eux. Ils étaient entassés à même le sol dans des pièces sans confort servant de geôles, ils pouvaient rester plusieurs jours sans être nourris. Je me souviens d'un footballeur de niveau international, dont j'ai oublié le nom, avec qui j'ai eu de longues conversations. Parfois, il m'arrivait de leur monter du café et un peu de nourriture, car ils étaient dépourvus de tout. Je considère que c'était un acte d'humanité, car parmi ces prisonniers certains n'étaient certainement coupables en rien.

LA FEMME NUE

De plus, à l'époque, j'étais encore chrétien et je ne faisais qu'appliquer les principes de charité que l'on m'avait enseignés dans mon enfance. Comme la grande majorité de mes camarades, je n'ai ni torturé ni humilié un adversaire que je respectais. Je combattais pour la France et pour défendre ce que je croyais à l'époque être des départements français faisant partie de notre pays. On nous l'avait tellement répété et nous étions si jeunes. Parfois, rarement, nous avions quartier libre, nous en profitions pour découvrir la belle ville d'Alger. A cette époque, je sortais avec Myriam, une jeune étudiante musulmane. Pendant que nous sortions main dans la main et échangeions de chastes baisers, sa sœur Fatima, elle-même étudiante, faisait le guet. Notre relation n'est cependant pas passée inaperçue et certains Européens d'El Biar m'ont reproché de sortir avec une *melonne*, c'est ainsi qu'ils désignaient les musulmans avec beaucoup de mépris. Le père de Myriam, un artisan d'El Biar, a été informé de notre relation. Il a enfermé sa fille qui a dû cesser ses cours et



Un hélicoptère dépose des parachutistes dans les Aurès (F. Decker)

☞ *Les interrogatoires musclés et humiliants étaient menés par des officiers et des sous-officiers du service de renseignements, tous volontaires pour cette mission ; pour faire parler les suspects, ils n'hésitaient pas à utiliser la torture.*

dans la guerre



Longue marche des parachutistes pour rejoindre le lieu d'opération (F. Decker)

l'a donnée en mariage à un homme beaucoup plus âgé. Plus tard, je fis la connaissance de Danielle, elle aussi d'origine espagnole, fille d'un commerçant d'El Biar. Cette relation a duré un bon moment. Le 19 juillet 1957, le 3^e RPC fait retour sur Alger. Nous allons reprendre le travail qui, normalement, devrait être réservé à la police. Il faut avouer que nous n'apprécions pas trop ce travail de flic et préférons les combats en montagne. La seule chose qui me faisait plaisir, c'est que je pourrais peut-être revoir ma petite amie et mes amis algériens ou européens. Une nuit, alors que j'étais de garde aux prisonniers, je constatais la présence d'une jeune femme entièrement nue. Elle tentait de se dissimuler en se recroquevillant, tout le monde pouvait la voir car la cellule dans laquelle elle était enfermée n'était close que par une simple porte grillagée. J'ignore son nom, mais vraisemblablement elle avait été interrogée assez brutalement. Je pouvais imaginer sa détresse d'être ainsi exposée à la vue de tous les factionnaires, car dans nos rangs, certains n'avaient aucune pudeur et ne se gênaient pas pour lui proférer des obscénités.

8 octobre 1957. Cette fois-ci, nous quittons

« On se demande si on ne va pas prendre un pélot sur le crâne tant nous sommes mêlés aux combattants de l'ALN.

Sidi Ferruch pour Miliana. Ma compagnie est logée dans une caserne, nous occupons une immense chambrée avec de véritables lits, matelas et couvertures. Le 15 octobre, un informateur indique que les fellagas sont abrités dans un des nombreux souterrains qui passent sous la ville, y compris sous notre caserne et sous l'état-major. Une première compagnie du régiment se rend sur les lieux afin de fouiller le secteur qui est difficilement accessible, le terrain est en pente abrupte, couvert d'une épaisse végétation. Les souterrains sont découverts, mais leur accès ne peut se faire que par un homme à la fois. Les fellagas sont réfugiés à l'intérieur, il n'y a aucune visibilité.

CORPS EXPOSÉS

Déjà, nos rangs comptent les premiers blessés et les premiers morts. Ma compagnie en alerte est désignée pour se rendre sur le lieu du combat. Rapidement nous enfignons nos brellages et nos armes qui sont toujours à portée de main. Mon camarade veut se saisir de son équipement, malheureusement dans la précipitation, la goupille d'une de ses grenades accroche un des montants du lit. L'engin fuse, il n'y a aucune possibilité de le jeter à l'extérieur. Afin de protéger le reste de la section, Lucien se colle contre le mur épais de la chambrée. La grenade explose, lui déchiquetant le ventre, son bras droit est coupé un peu au-dessus du coude, l'os apparaît et notre camarade gémit : « Mon bras, mon bras. » Tout ceci s'est passé très rapidement, nous n'avons pas le temps de nous attarder sur le blessé qui, très vite, est pris en charge par les infirmiers du régiment qui nous héberge. Très rapidement, il sera évacué vers l'hôpital. Quant à nous, direction du lieu de l'accrochage. Les djounoud se

battent avec acharnement. Ils savent qu'ils n'ont rien à espérer, ils se battront jusqu'à la mort. Finalement, après plusieurs heures de combat, le petit groupe de fellagas est anéanti. Dix-huit tués dont leur chef, Abdelaziz, et cinq prisonniers. Au retour à la caserne, j'apprends que mon camarade est décédé des suites de ses blessures. Le jour même, les corps des maquisards tués sont exposés sur la place centrale de Miliana, sous le regard de la population. Personnellement, je désapprouve ce genre de spectacle qui, pour moi, est un manque de respect pour les morts. Je sais parfaitement que certains adversaires ne respectaient pas leurs victimes, mais nous qui nous prétendions civilisés et citoyens du pays des droits de l'homme... Nous n'aurions jamais dû nous livrer à ce genre de spectacle macabre.

LE DÉFILÉ POUR BIGEARD

Le 27 janvier 1958, nous quittons Sidi Ferruch pour prendre la direction de Duvivier, à une quarantaine de kilomètres de Bône, dans le sud constantinois. Un matin de mars, réveil à six heures, mon peloton a été choisi pour un dernier défilé devant le colonel Bigeard. Revêtus de nos plus belles tenues camouflées, les bottes de saut brillantes, nous embarquons dans les camions direction Tébessa. Une dernière fois avec fierté, nous défilons devant Bruno (indicatif radio du colonel Bigeard), nous sommes tous aussi

« Nous qui nous prétendions civilisés et citoyens du pays des droits de l'homme, nous n'aurions jamais dû nous livrer à ce genre de spectacle macabre.

émus que le patron. Au mois d'avril 1958, le régiment stationne au fort de Soukies. Situé à la frontière tunisienne, cet ouvrage militaire permet la surveillance du barrage électrifié qui sépare l'Algérie de la Tunisie. Cette fois, nous opérerons dans le massif des Nemenchas. A cette époque de l'année, les nuits sont plutôt fraîches et les journées très chaudes. Vers minuit, l'artillerie déclenche une série de tirs sur 200 moudjahidine qui, après avoir réussi à franchir le barrage, ce qui est un exploit, tentent de gagner au plus vite la montagne afin d'y trouver un refuge.

15h30, nouvelle alerte. Nous repartons en direction de la montagne. Après une marche rapide, nous accrochons plusieurs katibas. Le combat est violent et dure plusieurs heures. L'aviation intervient, ce sont des chasseurs bombardiers T6 et des corsaires. Ils straffent et larguent des conteneurs de napalm à chacun de leurs survols. On se demande si on ne va pas prendre un pélot sur le crâne tant nous sommes mêlés aux combattants de l'ALN. Il est déjà arrivé que l'aviation se trompe de cible. La montagne est en feu, l'air est chargé de fumée. Il fait une chaleur d'enfer. Je plains les pauvres types qui se trouvent directement sous ce déluge. Enfin, les avions s'éloignent, nous reprenons notre progression. La journée se passera en petits accrochages contre des positions tenues par l'adversaire.

A la tombée de la nuit, le bruit des combats cesse, nous fouillons toute la zone. Le terrain est couvert de cadavres de djounoud et nous pouvons constater l'ampleur des dégâts causés par le napalm et les bombardements. La plupart des corps sont déchiquetés ou réduits et calcinés par le napalm. Devant moi, un tronc humain, l'intérieur entièrement

vidé, je ne sais où sont passées ses jambes. La guerre est une chose affreuse. Lors de mon retour chez mes parents, il paraît que chaque nuit au cours de mon sommeil, j'avais des cauchemars et je poussais des cris. Au cours de ces combats, nous aurons souvent à faire à de jeunes recrues souvent originaires d'Alger et par conséquent citadins. Dans leurs rangs, beaucoup d'étudiants, qui viennent tout juste de terminer leur formation militaire en Tunisie. Aussi, à part les cadres qui, pour la plupart émanaient des rangs de l'armée française, ces jeunes citadins n'avaient aucune expérience du combat. Le 8 mai 1958, les Européens d'Algérie ont le sentiment d'être abandonnés par la métropole. Ils réclament la constitution d'un comité de salut public, ils pensent que la seule possibilité de protéger leurs intérêts est de mettre en place un pouvoir fort à Alger. Chaque jour qui passe est ponctué de manifestations en faveur de l'Algérie française.

L'ALGÉRIE ME MANQUE

Le 13 mai 1958, nous devons assurer le bon déroulement de deux manifestations. La première est un défilé de protestation pour dénoncer la mort de militaires français, prisonniers du FLN, qui viennent d'être fusillés ; la seconde se déroule en faveur de l'Algérie française. Une foule énorme se rassemble sur le Forum, cette immense place sur laquelle se trouve le Gouvernement général. La foule, composée de nombreux jeunes gens, est très agitée, mais pour le moment non violente. Quelques manifestants nous font des démonstrations d'amitié, particulièrement les jeunes filles. Pour le moment, cette foule prompte à changer d'avis nous est favorable. Nous restons indifférents à ces marques de sympathie. La foule, de plus en plus nombreuse, devient de plus en plus agitée et commence à saccager les installations publiques. Elle veut pénétrer en force dans l'enceinte du Gouvernement général. Nous n'avons pas d'ordre et on ne sait que faire. Nous restons en attente des instructions qui nous permettront d'agir. Le colonel Trinquier, responsable du service d'ordre, refuse d'utiliser la force contre les manifestants. N'ayant toujours pas d'ordre précis, nous n'opposons pas de résistance à cette immense foule et finalement notre mince barrage cède au flot en furie. C'est une véritable marée humaine qui se précipite à l'intérieur du Gouvernement général, les bureaux sont saccagés, les dossiers jetés par les fenêtres sont dispersés au gré du vent, les meubles détruits, c'est la folie méditerranéenne. Les responsables politiques algérois demandent aux généraux Salan, Massu et Allard de former un comité de salut public et d'en prendre la direction. Ces derniers refusent. Finalement, c'est le colonel Trinquier qui en prendra la responsabilité. Le 5 janvier 1959, mon contrat se termine. Arrivé dans ma famille à Vannes, je me rends compte que l'Algérie me manque. J'éprouve un grand attachement pour ce pays et pour ses populations. Je n'ai qu'une envie, c'est repartir. Je passe un concours d'entrée dans les CRS et après un stage de formation à Sens, je demande mon affectation dans une compagnie d'Algérie. Je serais affecté à la CRS n°193 basée à Hussein Dey. Ce cantonnement servira d'école de police où seront formés les premiers policiers de l'Algérie indépendante. De nos jours, c'est toujours l'école de formation de la police algérienne. Je resterai en Algérie jusqu'à la dissolution de ma compagnie.

Yasmine Saïd



Photo : El Watan week-end

YAMINA BOUCHEFFA. Béjaïa
Membre du collectif des avocats du FLN

Les militants du FLN étaient condamnés à mort et guillotines »

Comment êtes-vous devenue une militante de la Guerre de Libération ?

Avant la guerre, aussi loin que je me souviens, ma famille était déjà impliquée dans la lutte pour l'indépendance. Nous vivions dans les Ardennes. Mon père recevait le journal du PPA, dirigé par Messali Hadj. Il a toujours été intéressé par ce qui se passait en Algérie. Et puis, à partir de 1955, comme mon père avait un magasin d'alimentation générale, nous recevions beaucoup de gens qui venaient tenir des réunions chez nous. Comme mon père avait une camionnette, nous allions dans les foyers où il y avait beaucoup d'Algériens pour collecter l'argent. En cas d'arrestation, les billets passaient pour l'argent de la recette du commerce. Nous avons également transporté des armes dans les casiers de légumes.

Ma grande sœur Dahbia a commencé par être agent de liaison ; elle transportait de l'argent et des documents. Elle a eu à faire du transfert d'armes entre la France et la Belgique jusqu'au jour de son arrestation, en septembre 1958. Il y a eu beaucoup d'arrestations à cette période-là, car quelques semaines avant, le FLN avait orchestré de grands incendies. C'était du sabotage. Ma sœur avait été

photographiée dans un local, rue Lucien Sempex à Paris. Elle a été incarcérée à la prison de Charlevilles-Mézières puis à La Roquette à Paris. Elle a fini par être libérée pour raison médicale. Peu de temps après son arrestation, mon autre sœur, plus âgée que moi, a assuré sa mission. Mais comme notre famille était sous surveillance, elle a été arrêtée également et emprisonnée à Charlevilles-Mézières puis à Valenciennes. Elle en est sortie en 1960. Deux mois après son arrestation, la police française est venue arrêter mon père. Il n'a pas été jugé. On l'a interné au camp de Larzac parce qu'on lui reprochait d'avoir deux filles militantes au sein du FLN.

De mon côté, j'avais envie de participer. J'avais assuré à plusieurs reprises des transports d'argent. Mais les cadres du FLN craignaient que je sois inefficace du fait de la surveillance dont ma famille faisait l'objet. J'ai alors été affectée à Paris, au collectif des avocats du FLN.

A quoi ressemblait votre quotidien ?

Paris, c'était l'étranger pour moi. J'avais trouvé un endroit où dormir, dans un foyer de bonnes sœurs, puis chez l'habitant, puis chez une militante du FLN à Paris. Je considérais

cette nouvelle mission comme mon devoir d'Algérienne. Cela me plaisait beaucoup et c'était un moyen de sortir du milieu ouvrier dans lequel j'avais grandi. J'ai pu développer mon esprit. Je faisais un travail administratif. Je travaillais principalement avec maître Ben Abdallah et maître Oussedik. Mais il y avait, au sein de ce collectif, de nombreux avocats, dont des Français et des Belges. Ils étaient chargés de grosses affaires. Les militants du FLN étaient condamnés à mort et guillotines. J'ai vu maître Ben Abdallah rentrer après des exécutions. J'en ai encore les larmes aux yeux en y repensant car il revenait bouleversé. L'ambiance était très fraternelle, même si

nous travaillions beaucoup. Malgré tout, nous savions que nous étions surveillés. Un jour, par exemple, une bombe a été déposée en bas de l'immeuble. Mais rien n'arrêtait les avocats. Le FLN les payait une misère, mais ils travaillaient avec conviction. C'était notre cas à tous.

Et grâce à votre engagement, vous avez pu rencontrer les leaders historiques de la guerre d'indépendance...

Les négociations entre le gouvernement français et le GPRA étaient engagées depuis longtemps, mais prenaient une bonne tournure. Les « cinq historiques » — Ahmed Ben Bella, Rabah Bitat, Mohamed Khider, Mohamed Boudiaf et Aït Ahmed — ont alors obtenu des conditions de détention plus favorables. Ils étaient bien évidemment assistés par le collectif des avocats. J'ai pu les rencontrer dans ces circonstances. Ils étaient confiants, mais ne me faisaient pas part de leurs secrets. Ils nous encourageaient beaucoup. Nous évoquions l'avenir de l'Algérie. Le dernier souvenir que j'ai d'eux c'est un coup de téléphone, le 18 mars, tard dans la soirée ; ils nous ont appelés pour nous dire au revoir. Ils nous apprenaient que le cessez-le-feu avait été signé.

« C'était un moyen de sortir du milieu ouvrier dans lequel j'avais grandi. »